



# **RAPPORT**

du

## **TRIBUNAL CANTONAL**

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice  
pour l'exercice

### **2005**

---

# **RECHENSCHAFTSBERICHT**

des

## **KANTONSGERICHTES**

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden  
im Jahre

### **2005**



## SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• <b>Partie générale</b>	5 ss
• <b>Allgemeiner Teil</b>	25 ff.
• <b>Partie statistique / Statistischer Teil</b>	
A. <b>Tribunal cantonal / Kantonsgericht</b>	47 ss / 47 ff.
B. <b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>	81 / 81
C. <b>Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte</b>	82 ss / 82 ff.
D. <b>Juges d'instruction / Untersuchungsrichter</b>	102 ss / 102 ff.
E. <b>Justices de Paix / Friedensgerichte</b>	105 ss / 105 ff.
F. <b>Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer</b>	109 ss / 109 ff.
G. <b>Préfectures / Oberämter</b>	118 ss / 118 ff.
• <b>Règlements, circulaires, directives et recommandations / Reglemente, Rundschreiben, Richtlinien und Empfehlungen</b>	121 ss / 121 ff.



# AU GRAND CONSEIL

## du canton de Fribourg

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 147 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, 64 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857 et 94 de la loi d'organisation judiciaire du 22 novembre 1949, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

### 1. Considérations générales

Malgré une charge de travail toujours très importante, la justice civile et pénale a bien fonctionné en 2005.

#### 1.1. Les chiffres les plus importants

La justice civile et pénale fribourgeoise a été saisie en 2005 d'environ 56'000 affaires. Il y a lieu de garder à l'esprit que derrière chaque dossier on trouve des hommes, citoyens et habitants de notre canton, avec leurs intérêts, leurs besoins, leurs soucis et leurs doléances.

10'243 affaires ont été enregistrées devant les autorités judiciaires civiles de première instance. Plus de 80% d'entre elles ont pu être liquidées dans l'année. 259 jugements rendus par des juges de première instance ont été portés en appel; cela correspond à 2,5% des causes jugées en première instance. Dans 20 causes civiles, les parties ont saisi le Tribunal fédéral; un recours en réforme a été partiellement admis.

En matière d'exécution forcée, 91'139 commandements de payer ont été établis en 2005 et les offices ont procédé à 167'702 actes de poursuite au total. Ceux-ci aboutirent à 393 ouvertures de faillite, 32'500 saisies environ et 79 réalisations forcées. 91 plaintes ont été déposées auprès du Tribunal cantonal contre des décisions des offices de poursuites et faillites; quatre plaintes ont été admises et deux l'ont été partiellement. Cinq affaires ont été portées devant le Tribunal fédéral qui a admis deux recours.

En matière pénale, 36'917 procédures ont été introduites; 8315 auteurs n'ont pas pu être identifiés. L'Office des juges d'instruction a pu clore dans l'année 80% des dossiers ouverts. 227 enquêtes ont duré plus d'une année.

1338 jugements pénaux ont été rendus en 2005 et 25'312 ordonnances pénales prononcées. Plus de 95% des jugements pénaux ont été rendus dans l'année à compter du renvoi par le juge d'instruction. Dans 309 cas, les parties ont interjeté un recours ou un appel. 26 affaires ont été portées au Tribunal fédéral qui a annulé totalement ou partiellement l'arrêt cantonal dans six cas.

Ce travail a été effectué par 34 juges et 180 collaborateurs (équivalents plein temps) ainsi que par environ 340 juges laïcs et assesseurs exerçant leur fonction à titre accessoire. 18 magistrats président les tribunaux civils et pénaux d'arrondissement, dont les greffes emploient au total 58 collaborateurs. L'Office des juges d'instruction comprend neuf juges et occupe 27 collaborateurs. Les sept préposés aux poursuites dirigent 50 collaborateurs au total, le préposé aux faillites 10. Les 29 justices de paix comptent principalement des collaborateurs exerçant leur fonction à titre accessoire; seuls 14 employés sont engagés à temps fixe. Le Tribunal cantonal est composé de sept juges et emploie dix collaborateurs.

#### 1.2. Les enseignements

La charge de travail de tous les tribunaux et de l'Office des juges d'instruction est très élevée. La justice pénale en particulier doit à nouveau faire face à une augmentation des affaires à tous les niveaux. Les postes demandés en 2005, qui ont été reconnus nécessaires par le Tribunal cantonal, n'ont été que partiellement

accordés. La qualité de la justice et/ou le rythme de liquidation des affaires s'en ressentiront à court ou à moyen terme.

La nécessité d'une rationalisation des méthodes de travail peut amener le juge à ne consacrer qu'un temps limité à une affaire, à ne pas traiter toutes les questions topiques, à considérer comme non pertinents certains allégués des parties et à opter pour la solution la plus rapide et qui peut être motivée le plus simplement. Pour éviter cela, l'art. 120 al. 3 de la Constitution cantonale postule que le Grand Conseil accorde au pouvoir judiciaire les moyens nécessaires pour assurer la célérité et la qualité de la justice.

La justice doit évidemment utiliser de manière optimale les moyens à sa disposition. Elle s'investit dans ce sens depuis des années, mais il devient difficile de faire mieux avec l'organisation judiciaire actuelle. La balle est dans le camp du Grand Conseil, non seulement en matière financière, mais également pour ce qui est de l'organisation (loi d'organisation judiciaire) et de la procédure (civile et pénale). Avec une part de 1,84% du budget cantonal, l'administration de la justice s'en tire bien en comparaison intercantonale, ainsi que l'a révélé une étude de l'association suisse des magistrats réalisée en automne 2005.

### **1.3. Les nouveautés**

Le Tribunal cantonal a réorganisé son greffe à partir du 1<sup>er</sup> mars 2005 en ce sens que chaque juge cantonal dispose désormais d'un collaborateur personnel à 50%; il en découle une certaine spécialisation du greffier et un gain en efficacité. Le greffier-chef continue à fonctionner comme greffier pour les affaires de la Cour plénière et dirige le greffe.

Le Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère comptera désormais trois présidents : jusqu'à la retraite du président Louis Sansonnens, celui-ci et la présidente nouvellement élue, Claudia Dey, exerceront leur fonction à mi-temps chacun. Cette nouvelle organisation fait l'objet d'un règlement, adopté par le Tribunal cantonal le 11 novembre 2005.

L'harmonisation de l'utilisation du logiciel de gestion de dossiers des tribunaux "Tribuna" représente un défi important et requiert des collaborateurs de la justice souples et faculté d'adaptation. La première étape des travaux a pu être achevée à la fin de l'année, sans grandes difficultés.

### **1.4. En cours d'année**

La durée de la procédure Cannabioland et de quelques autres procédures pénales préoccupe le Tribunal cantonal. Cette question a fait l'objet parmi d'autres d'un échange de vues avec la Commission de justice lors de la désormais traditionnelle rencontre annuelle, qui a eu lieu le 22 février 2005.

La Chambre pénale a introduit le 8 février 2005 le système du juge de la détention indépendant, à la suite de la nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral. L'art. 31 al. 3 de la Constitution fédérale dispose que "toute personne qui est mise en détention préventive a le droit d'être aussitôt traduite devant un ou une juge". Le constituant a ainsi soumis le placement en détention préventive selon l'art. 31 al. 3 Cst. féd. (et non seulement l'examen du bien-fondé de celle-ci selon l'art. 31 al. 4 Cst. féd.) à la compétence du juge de la détention, soit d'une autorité judiciaire indépendante. Le juge d'instruction ne remplit en principe pas ces conditions, car il a un rôle d'accusateur lorsqu'il ordonne le renvoi, son ordonnance présentant plusieurs traits caractéristiques de l'acte d'accusation. La fonction du juge de la détention est introduite dans l'avant-projet de loi portant adaptation de la législation cantonale aux nouvelles dispositions du code pénal, actuellement en consultation.

Une délégation du Tribunal cantonal a rencontré en milieu d'année les présidents des tribunaux d'arrondissement pour s'informer de l'évolution de la charge de travail et présenter différents projets concrets de réforme en cours dans l'administration judiciaire. Le 9 décembre 2005, le Tribunal cantonal a rencontré le Conseil de l'Ordre des avocats fribourgeois. Quelques suggestions d'amélioration formulées par ce dernier ont déjà pu être mises en œuvre.

Quatre juges cantonaux ainsi que le greffier-chef ont participé et participent encore à différents groupes de travail qui préparent la mise en œuvre de l'organisation judiciaire découlant de la nouvelle Constitution cantonale.

La Journée européenne de la justice civile a à nouveau été l'occasion de montrer au public ce qu'est la justice civile, comment elle fonctionne et où elle est rendue. L'augmentation de l'endettement des jeunes a incité le Tribunal cantonal à mettre sur pied en 2005 une action de prévention concrète pour les élèves de 15 à 20 ans. Les préposés aux poursuites du canton ont préparé à leur intention une orientation pour les informer des risques encourus si leur train de vie n'est pas adapté à leurs moyens. Ils ont attiré l'attention des élèves des classes intéressées sur les pièges et les conséquences de l'endettement.

En 2005, le Tribunal cantonal a été consulté au sujet de plusieurs avant-projets d'actes législatifs et s'est déterminé en particulier sur les objets suivants :

- le projet d'ordonnance sur les profils d'ADN;
- l'avant-projet de loi introduisant le partenariat enregistré dans la législation cantonale;
- le projet de modification de la loi d'organisation judiciaire (restructuration des justices de paix);
- le projet de concordat sur la détention pénale des adultes;
- la modification de la loi fédérale sur la libre circulation des avocats;
- l'avant-projet de loi cantonale modifiant certaines dispositions de procédure pénale;
- le projet d'adaptation de la législation cantonale aux nouvelles dispositions de la partie générale du code de procédure pénale;
- la motion Romanens sur la modification de la loi d'organisation tutélaire (institution d'un tuteur officiel communal).

Le Tribunal cantonal s'est en outre déterminé, auprès du Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, sur plusieurs postulats ou questions.

### **1.5. Adaptations législatives**

Les modifications législatives suivantes ont été proposées par certains présidents de tribunal d'arrondissement et par le Ministère public :

- En cas de divorce sur requête commune avec accord complet, le divorce n'est prononcé qu'après réception par le président de la confirmation écrite par chaque époux de sa volonté de divorcer et de son accord avec les termes de la convention (art. 41 al. 1 LACC). Deux présidents proposent la modification de l'art. 41 al. 2 LACC, selon lequel l'instance est périmée si aucune confirmation n'est produite dans un délai de huit mois à compter de la dernière audition. Ils estiment que ce délai est trop long et que trois à quatre mois devraient suffire.

- Un président est d'avis que les requêtes d'avis aux débiteurs (art. 132 et 291 CC; art. 47 et 80 LACC) devraient être traitées en procédure sommaire, voire accélérée.

- Dans un arrêt du 24 décembre 2002, la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil a rappelé que selon le code de procédure civile, le jugement d'expulsion d'un locataire et la décision d'exécution de ce jugement devaient être rendus successivement, dans deux procédures séparées (arrêt publié dans la RFJ 2005 p. 39). Un président estime cette solution peu pratique et contraire au principe de célérité régissant la matière. Il suggère de modifier la loi instituant le tribunal des baux en ce sens que le juge qui prononce l'expulsion est aussi compétent pour fixer, dans le même jugement, un délai au locataire pour quitter le logement, sous la menace de mesures coercitives.

- Deux présidents proposent la suppression du recours contre une ordonnance d'urgence prononcée dans le cadre de mesures protectrices de l'union conjugale (art. 54a al. 1 let. b LACC).

- Le Procureur général se demande s'il ne faudrait pas introduire la faculté pour une partie d'interjeter un appel joint. Cela éviterait qu'une partie, connaissant l'intention d'une autre partie de recourir, soit contrainte de faire de même dans le délai alors qu'elle y aurait peut-être renoncé si elle avait eu connaissance du contenu de l'appel.

## **2. Le Tribunal cantonal**

### **2.1. Commentaire de la statistique**

#### **a) En général**

Le nombre des affaires enregistrées a diminué de 6% par rapport à l'année précédente, marquée elle par une augmentation de 24% par rapport à 2003 (2005: 1955; 2004: 2072; 2003: 1665). Mis à part la Cour d'appel pénal (+ 21% [2005: 107; 2004: 88]), toutes les sections ont enregistré une baisse : la Chambre des poursuites et faillites

de 16% (2005: 91; 2004: 108), la I<sup>ère</sup> Cour d'appel civil de 13% (2005: 75; 2004: 86), la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil de 11% (2005: 174; 2004: 196) et la Chambre pénale et son président de 7% (2005: 1379; 2004: 1479).

Pour les affaires jugées en 2005 par les quatre sections principales, le temps qui s'est écoulé en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes:

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil	1	13	10	24	23	2
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil	49	79	21	30	1	1
Cour d'appel pénal	8	15	17	41	10	0
Chambre pénale	78	77	49	39	3	1

Les remarques formulées dans le Rapport pour l'exercice 2004 restent valables. Ainsi, les différences constatées dans le rythme de traitement dépendent de la nature des causes, selon qu'elles sont soumises à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite, attribuées aux diverses sections. S'agissant de la I<sup>e</sup> Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance qui doit être demandée à chaque partie (délai de trente jours susceptible de deux prolongations de même durée!). Cette approche statistique ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. art. 207 LP ou décision sur demande AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice. Il reste que, pour les quatre principales sections du Tribunal cantonal confondues, 551 affaires sur 592 (soit 93% des causes; 2004: 93%; 2003: 92%; 2002: 94%) sont jugées au plus tard dans l'année qui suit leur enregistrement. A cause de la surcharge de travail, la liquidation d'un grand nombre de causes dans le délai d'une année a eu pour conséquence l'allongement des procédures complexes.

Le concours des juges suppléants, dont la disponibilité est restreinte du fait de leur activité principale, a été sollicité notamment en cas de récusation des juges cantonaux. Dans neuf affaires, le dossier a été transmis à un juge suppléant pour rapport. Dans une d'entre elles, la section était composée exclusivement de juges suppléants à la suite de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 9).

### **b) Surveillance des autorités judiciaires**

**aa)** Le Tribunal cantonal a classé sans suite trois plaintes dirigées contre un président de tribunal.

**bb)** A la suite d'une plainte pour déni de justice, le Tribunal cantonal a invité un président de tribunal à statuer dans les meilleurs délais sur une requête de mesures provisionnelles pendante depuis plus d'une année.

**cc)** Fin novembre 2005, 43 dossiers qui n'ont pas été conduits à terme ont été découverts au Tribunal pénal de la Sarine. Aucune procédure disciplinaire n'a été ouverte contre le président concerné qui a pris sa retraite le 31 mars 2005.

Le Tribunal cantonal a appris avec stupéfaction la découverte de ces dossiers dont la responsabilité incombait à un président de tribunal qui, de l'avis général, a accompli sa magistrature avec compétence et dévouement pendant plus de 25 ans. A son avis, cette affaire est - et reste - un cas isolé. Le Conseil d'Etat, la Commission de justice et le Ministère public ont été informés des faits.

Ces affaires, de moindre importance, concernent des faits survenus il y a une vingtaine d'années et plus. L'action pénale est prescrite dans tous les cas, dont la plupart sont restés au stade de l'enquête. Le Tribunal cantonal l'a constaté dans un arrêt rendu le 17 janvier 2006.

Le président du tribunal veille à l'expédition régulière des affaires. L'autorité de surveillance exerce principalement le contrôle du suivi des dossiers sur la base des listes des affaires pendantes qui lui sont remises par les magistrats concernés (art. 95 et 97 LOJ). Dès qu'une affaire est liquidée, elle ne figure plus sur la liste des affaires pendantes. Les 43 dossiers – dont tous n'ont pas été portés sur les listes des affaires à l'instruction – ont progressivement cessé d'y figurer pour n'y plus apparaître du tout en date du 26 avril 1994. C'est ainsi qu'ils ont



échappé au contrôle exercé sur les affaires en cours par l'autorité de surveillance, qui n'a pas eu de motifs de douter de la fiabilité de l'état des affaires.

La gestion informatisée des dossiers judiciaires, suivie en 1998 de l'institution de l'Office des juges d'instruction, rendent aujourd'hui plus difficiles de tels manquements. Le Tribunal cantonal intensifiera néanmoins ses contrôles.

## **2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal**

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP). Pour l'an 2005, cela a représenté au total 37 inspections réparties sur 20 journées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 24 novembre 2005 à l'examen des rapports d'inspection. Il est intervenu là où cela était nécessaire en donnant des instructions aux intéressés.

Le résultat et les conséquences à tirer de ces inspections sont mentionnés ci-dessous en rapport avec chaque autorité.

## **2.3. Personnel**

Le personnel du greffe a suivi durant deux jours une formation sur la façon de gérer son temps et sa fonction.

Mme Françoise Rosales-Pégaitaz a remplacé à la tête du secrétariat Mme Erika Chappuis qui a réduit son taux d'activité après son congé de maternité. Mme Chappuis a débuté son activité au greffe le 1<sup>er</sup> septembre 1998 en qualité de secrétaire et elle a été promue cheffe de bureau le 1<sup>er</sup> juin 2003. Elle a dirigé le secrétariat avec compétence et efficacité.

Pour remplacer un de ses greffiers adjoints qui a dû cesser son activité pour cause de maladie, le Tribunal a d'abord eu recours aux services de Mme Véronique Aguet, ancienne stagiaire, puis a engagé, dès le 1<sup>er</sup> décembre 2005, M. Christophe Gachet, licencié en droit, jusqu'alors greffier adjoint auprès du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, et Mme Anna Ulvsbäck Noël, docteur en droit et titulaire du brevet d'avocat.

M. Christian Voide et Mme Ariane Darioli, licenciés en droit, ont effectué une partie de leur stage d'avocat comme greffiers.

## **2.4. Informatique**

Les travaux qui doivent aboutir à l'harmonisation de logiciel de gestion des dossiers, Tribuna, et à la rationalisation des méthodes de travail (Rapport 2004, p. 13) se sont poursuivis en 2005. Le premier volet, "Harmonisation des codes", est terminé. Les utilisateurs ont été informés lors d'une séance à Grangeneuve, le 22 décembre 2005. Le passage aux nouveaux codes s'est fait au changement d'année. Les travaux se poursuivent en 2006.

La cheffe de projet ainsi que les membres des comités de pilotage et de projet sont ici vivement remerciés pour leur important travail.

# **3. Les Tribunaux d'arrondissement**

## **a) En général**

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux (2004: 701; 2005: 719) et celui des affaires enregistrées au rôle des présidents de tribunaux civils (2004: 8027; 2005: 8128) est resté stable par rapport à 2004. Le nombre des mesures protectrices de l'union conjugale a encore légèrement progressé (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298).

Le nombre des causes pénales relevant du tribunal pénal est resté stable (2004: 231; 2005: 229) et celui des causes du ressort du juge de police a augmenté de 12% par rapport à l'an 2004 (2004: 1005; 2005: 1129). Le nombre de détenus à juger par le tribunal pénal augmente; de telles affaires doivent être assignées prioritairement, ce qui retarde le traitement d'autres affaires.

La charge de travail des tribunaux reste importante.

**b) Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement**

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal pénal	2	68	66	46	32	5	<b>219</b>
Juge de police	73	475	365	120	43	7	<b>1083</b>

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Droit de la famille	8	82	56	94	69	43	<b>352</b>
Actions résultant des contrats	3	22	30	53	43	23	<b>174</b>

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	4	34	297	187	21	4	<b>547</b>
Mesures protectrices de l'union conjugale	32	130	51	41	11	5	<b>270</b>
Causes de nature pécuniaire (art. 139 LOJ)	108	186	113	66	8	6	<b>487</b>
Mainlevée	611	2821	44	9	4	0	<b>3489</b>

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	31	76	44	27	12	2	<b>192</b>
Chambre	6	49	51	34	21	7	<b>168</b>

Les remarques formulées en relation avec les affaires liquidées par le Tribunal cantonal (ch. 2.1 let. a ci-devant) sont valables ici aussi. Il ressort notamment de ce tableau que 84% des affaires du juge de police sont jugées dans les six mois à compter de leur enregistrement et 95% dans l'année. S'agissant des affaires du tribunal pénal, 97% d'entre elles sont jugées dans l'année. En matière civile, 68% des affaires ayant trait au droit de la

famille et relevant de la compétence du tribunal sont jugées dans l'année et 87% le sont dans les deux ans. Pour ce qui est des mesures protectrices de l'union conjugale, de la compétence du président de tribunal, 78% sont jugées dans les six mois et 94% dans l'année. Enfin, les causes de nature pécuniaire dont connaît ce magistrat sont jugées, pour 83% d'entre elles, dans les six mois et pour 97% dans l'année.

### **c) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine**

Démissionnaire pour raison d'âge, le président Pierre-Emmanuel Esseiva a cessé son activité le 31 mars 2005. Entré au Tribunal cantonal en 1966 comme greffier et nommé greffier-chef le 5 décembre 1967, M. Esseiva a été élu président du Tribunal de la Sarine le 10 février 1977. Fin juriste, il a assumé sa tâche avec beaucoup de dévouement et une indépendance sans faille. Nous lui témoignons notre reconnaissance et nous formons les vœux les meilleurs pour sa retraite.

A la suite du départ de M. Esseiva, M. le président Bernard Uldry est devenu président I du Tribunal.

Pour remplacer M. Esseiva, le Collège électoral a élu M. Jean-Marc Sallin, jusqu'alors substitut du procureur.

Le Collège électoral a également élu M. le président Jérôme Delabays à la vice-présidence de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, en remplacement du président du Tribunal de la Gruyère, Philippe Vallet, démissionnaire.

Le vice-président Peter Rentsch, en charge des affaires de langue allemande, relève que son occupation au Tribunal de la Sarine représente presque un mi-temps et qu'il pourra désormais compter sur la collaboration d'un greffier ordinaire à mi-temps, qui partagera son temps de travail entre les Tribunaux de la Sarine et de la Singine.

M. André Waeber, également président du Tribunal pénal économique, a pu prendre une part plus importante que les années précédentes des affaires du tribunal pénal et du juge de police.

### **d) Tribunal de l'arrondissement de la Singine**

Compte tenu de la situation tendue signalée par les présidents depuis 2000 (cf. Rapport pour l'exercice 2004, p. 16), un poste de greffier à temps partiel a été accordé.

### **e) Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère**

Le président Louis Sansonnens a démissionné de la présidence de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Le vice-président de cette Commission, le président Philippe Vallet, a fait de même.

Le Collège électoral a accédé à la requête du président Sansonnens de poursuivre son activité à mi-temps.

Lors de l'inspection annuelle, le Tribunal cantonal a donné aux présidents du Tribunal diverses instructions et recommandations ayant trait principalement à la manière de conduire la procédure.

### **f) Tribunal de l'arrondissement de la Broye**

Le président Jean-Luc Baechler a démissionné avec effet au 28 février 2006. Entré en fonction le 1<sup>er</sup> mars 2002, il a assumé sa tâche avec conscience et dévouement. Nous lui témoignons notre reconnaissance et nous formons les vœux les meilleurs pour la suite de sa carrière.

**g)** Le fonctionnement des autres tribunaux d'arrondissement et du Tribunal pénal économique n'appelle pas de remarques particulières.

## **4. L'Office des juges d'instruction**

Dans son rapport, le président de l'Office relève que les 80% des dossiers ouverts durant l'année 2005 ont pu être clos. Alors qu'on comptait, à la fin de l'année 2004, 208 anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année –, ceux-ci étaient au nombre de 227 à la fin de l'année 2005, dont 1 antérieur au 31 décembre 1997; ce dossier a été

clos en 2005, mais il fait l'objet d'un complément d'instruction consécutif à l'opposition d'un des prévenus à l'ordonnance finale.

L'Office a enregistré 18'896 dossiers en 2005, ce qui représente une augmentation de 5,6% par rapport à 2004 (17'823). Les dossiers ouverts sont passés de 2541 à la fin 2004 à 2875 à la fin 2005. Les juges d'instruction ont prononcé 449 refus d'ouverture de l'action pénale (2004: 507), 311 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2004: 234), 554 ordonnances de non-lieu (2004: 577), 1 ordonnance de transmission à la Chambre pénale (2004: 8), 335 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2004: 336), 7878 ordonnances pénales (2004: 7211), dont 492 ont été frappées d'opposition (2004: 438), 2748 ordonnances de conversion d'amendes (2004: 2490) et exécuté 112 commissions rogatoires nationales et internationales (2004: 109). Ils ont également ordonné 326 mises en détention préventive (2004: 363) pour un nombre total de jours de détention de 20'772 (2004: 24'105).

En moyenne, chaque juge a en permanence 265 dossiers en cours. En outre, chaque juge assume un service de permanence de 6 à 7 semaines durant l'année et un service de permanence subsidiaire de même durée. Un juge auquel sont attribuées des affaires particulières est dispensé de ce service.

Bien que les juges d'instruction souhaitent demeurer des généralistes, des spécialisations se sont mises en place parmi eux.

L'augmentation du nombre des affaires enregistrées, du nombre des vieux dossiers ainsi que, surtout, la prochaine entrée en vigueur de la révision de la partie générale du code pénal suisse, rend inévitable, selon le président de l'Office, la création d'un 10<sup>ème</sup> poste de juge.

## 5. Les Justices de paix et l'administration tutélaire

**a)** La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Sarine, les justices de paix du 1<sup>er</sup> cercle, à Farvagny, du 3<sup>ème</sup> cercle, à Belfaux, du 4<sup>ème</sup> cercle, à Fribourg, et du 5<sup>ème</sup> cercle, à Le Mouret, dans l'arrondissement de la Singine, la justice de paix du 3<sup>ème</sup> cercle, à Schmitten, dans l'arrondissement de la Gruyère, les justices de paix du 5<sup>ème</sup> cercle, à La Roche, et du 6<sup>ème</sup> cercle, à Vaulruz, dans l'arrondissement du Lac, la justice de paix du 5<sup>ème</sup> cercle, à Cormondes, dans l'arrondissement de la Glâne, la justice de paix du 1<sup>er</sup> cercle, à Villaz-St-Pierre, ainsi que les quatre justices de paix de l'arrondissement de la Broye.

Ces inspections ont permis au Tribunal cantonal de constater que les greffes des justices de paix étaient bien tenus. Le Tribunal cantonal a donné les instructions nécessaires.

**b)** Un juge de paix en fonction depuis 25 ans constate que l'activité de la justice de paix est devenue aujourd'hui difficile à cause des conflits de plus en plus fréquents entre les père et mère. Il en résulte que l'aménagement des relations personnelles entre les parents et les enfants devient une tâche délicate.

**c)** Une chambre des tutelles d'arrondissement a constaté lors de son inspection annuelle qu'une justice de paix avait procédé à la levée de certaines interdictions volontaires, de la compétence du tribunal civil. La chambre d'arrondissement a donné les instructions nécessaires pour que cette pratique cesse.

**d)** A la fin de l'année 2003, les communes du 5<sup>ème</sup> cercle de la Sarine se sont plaintes auprès de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal du fonctionnement de la justice de paix. La Chambre a invité la chambre des tutelles d'arrondissement à intervenir en sa qualité d'autorité inférieure de surveillance. Les inspections de la chambre d'arrondissement ont révélé l'existence de tensions entre la greffière de paix et l'une des deux tutrices générales; le problème a entre temps été résolu. En outre, la justice de paix a adressé à la même tutrice un avertissement formel en raison de manquements dans le suivi de dossiers.

**e)** A la suite de l'inspection du Tribunal cantonal qui lui rappelait les dispositions légales sur la protection des biens des pupilles, la justice de paix du 3<sup>ème</sup> cercle de la Sarine, à Belfaux, a instauré un système de signature collective à deux (tuteur et juge de paix) pour disposer d'un montant supérieur à 20'000 francs sur la fortune du pupille.

**f)** Un groupe de travail comprenant des représentants du Tribunal cantonal, de la Conférence des justices de paix, de la Direction de la sécurité et de la justice ainsi que des tuteurs a mis sur pied, en collaboration avec la Haute Ecole fribourgeoise de travail social, une formation pour les mandataires tutélaires et les membres des justices de paix. Cette formation a été présentée le 1<sup>er</sup> décembre 2005 à Grangeneuve. Les personnes présentes ont pu entendre un exposé de M. Sami Aldeeb, responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé, à Lausanne. L'offre de formation a remporté un franc succès puisque, à la fin 2005, plus de 250 personnes s'étaient inscrites. Quatre journées de formation auront lieu en 2006, trois à l'intention des mandataires tutélaires francophones, une à celle des autorités tutélaires francophones. D'autres journées devraient suivre en 2007, à l'intention notamment des intéressés germanophones.

**g)** En novembre 2005, le Conseil d'Etat a mis en consultation le projet de loi modifiant la loi d'organisation judiciaire. Le projet prévoit le passage de 29 à 8 cercles de justice de paix (un cercle par district, à l'exception du district de la Sarine qui comptera deux cercles, un pour Fribourg Ville, un pour Sarine campagne). Le greffier de paix devra être juriste.

**h)** Consulté sur une motion de la députée Romanens qui voulait obliger les communes à créer un service de tuteur officiel, le Tribunal cantonal a exprimé l'avis qu'il était préférable d'attendre la refonte totale de la loi d'organisation tutélaire qui devra intervenir à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur la protection de l'adulte.

**i)** La Conférence des justices de paix a traité de la publication des mesures tutélaires et invité ses membres à unifier leur pratique en la matière. Elle a également abordé la question de la rémunération des greffiers de paix et constaté avec regret que la Direction de la sécurité et de la justice entendait repousser l'examen d'une éventuelle réévaluation du traitement de ces personnes à la mise en place de la nouvelle organisation des justices de paix. Les membres de la Conférence ont assisté à une présentation de M. Stéphane Quéru, chef du Service et de l'enfance et de la jeunesse, et de deux autres intervenantes, relative à un projet d'éducation familiale en cours dans le canton.

Nous relevons une fois de plus l'importance de cette Conférence dont le travail est apprécié.

## **6. La privation de liberté à des fins d'assistance**

**a)** Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). Après avoir présidé la Commission pendant cinq ans, M. Louis Sansonnens, président du Tribunal de la Gruyère, a démissionné avec effet au 30 juin 2005. Pour le remplacer, le Collège électoral a élu Me Christian Delaloye. Pour remplacer le vice-président Philippe Vallet, président du Tribunal de la Gruyère, également démissionnaire, le Collège électoral a élu M. Jérôme Delabays, président du Tribunal de la Sarine. Les deux autres suppléants du président sont MM. Reinold Raemy et Peter Rentsch, présidents du Tribunal de la Singine. A la suite du changement à la présidence, la Commission dispose à nouveau du service du greffe du Tribunal de la Sarine.

**b)** La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance les 29 juin et 6 décembre 2005. 522 décisions ont été rendues en 2005 en matière de privation de liberté. La Commission a connu de 64 demandes de contrôle judiciaire. Le président de la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal se fait produire un exemplaire de ces décisions.

**c)** Le médecin psychiatre qui a démissionné de la Commission pour la fin juin 2005 n'a pas pu être remplacé. Aucun psychiatre n'a déclaré son intérêt pour cette fonction malgré un appel adressé aux membres de leur association à la suite de la mise au concours.

**d)** A la suite de l'intervention de la Chambre des tutelles cantonale, le président de la Commission a rappelé aux justices de paix que la personne privée de liberté devait être entendue par l'autorité de placement in corpore.

**e)** En 2003 déjà, la Commission avait proposé à la Direction de la sécurité et de la justice l'étude de la création d'une unité psychiatrique à l'Hôpital cantonal. La Commission avait également cette année-là attiré

l'attention de la Direction sur la nécessité de créer un établissement pour femmes correspondant à la Sapinière, éventuellement dans le cadre d'un concordat romand; sur ce dernier point, la Direction avait demandé l'avis de la Conférence latine des chefs de départements de police (Rapport pour l'exercice 2003, p. 19). La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal s'est enquis auprès de la Direction au début de l'année 2005 de l'état des démarches entreprises pour résoudre ces problèmes qui préoccupent, à juste titre, les autorités de placement et la Commission. Mme la Conseillère d'Etat, Directrice de la santé et des affaires sociales, a répondu que le projet de création d'une unité de psychiatrie pour séjours de courte durée, liée aux urgences de l'Hôpital cantonal de Fribourg, était en discussion entre cet établissement et l'Hôpital psychiatrique cantonal de Marsens et que le projet de création d'un établissement pour femmes devrait vraisemblablement être examiné au plan romand par les chefs de départements de justice.

## **7. La Chambre pénale des mineurs**

**a)** Deux médiateurs francophones ainsi qu'une médiatrice germanophone oeuvrent au sein du Bureau de la médiation pénale des mineurs, en place depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2004. A la fin 2005, 77 affaires concernant 128 mineurs avaient été déléguées au Bureau par les juges des mineurs. 40 affaires avaient abouti à un accord, 9 n'avaient pas abouti et 28 dossiers étaient en cours.

**b)** Le nombre d'affaires enregistrées n'a jamais été aussi élevé : 2139 (nombre le plus élevé jusqu'à maintenant : 2084 en 2003). Après 2003 et 2004, le nombre des filles délinquantes a encore augmenté (383 contre 314 en 2004). Le président rappelle l'importance et l'urgence de mettre en oeuvre le Concordat intercantonal sur l'exécution de la détention pénale des mineurs dans les cantons romands, adopté le 24 mars 2005, dont l'un des objectifs est l'ouverture d'un foyer fermé pour les jeunes filles en difficulté.

**c)** Le manque de places pour les garçons et adolescents perturbés préoccupe également les juges des mineurs, malgré l'ouverture d'une aile supplémentaire à la Maison d'éducation au travail de Pramont/VS. Les placements font toujours en effet l'objet d'âpres discussions entre les autorités judiciaires et les directeurs de foyers.

**d)** L'augmentation des infractions commises par des enfants (7 à 15 ans) ne laisse pas d'inquiéter. Pour la première fois, le nombre des enfants auteurs d'infractions a passé le cap des 500 (505 contre 400 en 2004).

**e)** Le président signale l'augmentation, dans une proportion inquiétante (42 contre 16 en 2004), des condamnations d'étrangers sans domicile fixe en Suisse. Ce chiffre pourrait refléter, selon lui, d'une part la mentalité des mineurs requérants d'asile non accompagnés, enclins à croire que la Suisse est un Eldorado, d'autre part leurs conditions de vie (hébergement avec des adultes et sans surveillance), qui leur permettent de se déplacer à leur guise. Les juges des mineurs n'ont pas de prise sur ces deux éléments.

**f)** Les statistiques révèlent enfin que la violence reste une préoccupation majeure. Les lésions corporelles simples, voies de fait, rixes, agressions, dommages à la propriété, extorsions, injures, menaces, contraintes sexuelles et oppositions aux actes de l'autorité ont quasiment triplé.

## **8. L'Office des faillites et les Offices des poursuites**

### ***a) L'Office des faillites***

Lors de son contrôle, l'Inspection des finances a constaté des carences dans le suivi par l'Office des dossiers confiés à une société privée en vue du recouvrement de créances. A la suite de cette intervention, le préposé a rencontré les responsables de la société et leur a rappelé qu'ils devaient déposer un rapport trimestriel renseignant sur les créances à récupérer, les montants encaissés et les procédures en cours et qu'ils devaient également remettre tous les trois mois à l'Office les montants encaissés.

### ***b) Les Offices de poursuite***

La refonte de l'application informatique des offices, projet baptisé Ciclop, est bien avancée. La mise en service de la nouvelle application, initialement prévue à fin 2005, devrait avoir lieu à fin mars 2006.

La gestion des offices des poursuites du canton n'appelle pas d'autres observations.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

\*\*\*\*\*

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 13 mars 2006

Le Greffier-chef :

**HENRI ANGELOZ**

Le Président :

**ADRIAN URWYLER**

# AN DEN GROSSEN RAT

## des Kantons Freiburg

---

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 147 Abs. 2 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004, Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

### 1. Allgemeine Bemerkungen

Trotz einer nach wie vor sehr hohen Anzahl von Geschäften funktionierte die Zivil- und Strafrechtspflege im Jahr 2005 gut.

#### 1.1. Die wichtigsten Zahlen

Die Freiburger Zivil- und Strafrechtspflege beschäftigte sich im Jahre 2005 mit rund 56'000 Angelegenheiten. Hinter jedem Dossier stehen Menschen, Bürger und Einwohner unseres Kantons mit ihren Anliegen, Bedürfnissen, Sorgen und Beschwerden. Dies gilt es, sich ob all der Zahlen stets vor Augen zu halten.

Im Zivilrecht wurden bei den erstinstanzlichen Gerichten 10'243 Klagen und Gesuche eingereicht. Über 80 % dieser Angelegenheiten konnten binnen Jahresfrist erledigt werden. 259 erstinstanzliche Urteile in Zivilsachen sind mit Berufung an das Kantonsgericht weitergezogen worden; dies entspricht rund 2,5 % der beurteilten Fälle. In 20 Zivilsachen gelangten die Parteien an das Bundesgericht, davon wurde eine Berufung teilweise gutgeheissen.

Im Vollstreckungsrecht wurden im Jahre 2005 insgesamt 91'139 Zahlungsbefehle ausgestellt und 167'702 Betreibungshandlungen vorgenommen. Diese führten zu 393 Konkursöffnungen, rund 32'500 Pfändungen und 79 Zwangsverwertungen. Beim Kantonsgericht wurden 91 Beschwerden gegen Verfügungen der Konkurs- und Betreibungsämter eingereicht, wovon 4 ganz und 2 teilweise gutgeheissen wurden. 5 Angelegenheiten wurden an das Bundesgericht weitergezogen, welches 2 Beschwerden gutgeheissen hat.

Bei der Strafrechtspflege wurden 36'917 Strafverfahren eingeleitet; 8315 Täter konnten nicht identifiziert werden. 80 % der neu eröffneten Strafuntersuchungen konnten vom Untersuchungsrichteramt binnen Jahresfrist abgeschlossen werden. 227 Untersuchungen dauerten länger als ein Jahr.

Im Jahre 2005 wurden 1338 Strafurteile gefällt und 25'312 Strafbefehle erlassen. Mehr als 95 % der Strafurteile wurden innert eines Jahres nach der Überweisung an den Strafrichter gefällt. In 309 Fälle gelangten die Parteien mit Beschwerde oder Berufung an das Kantonsgericht. 26 dieser Fälle wurden an das Bundesgericht weitergezogen. In 6 Fällen wurde das kantonale Urteil ganz oder teilweise aufgehoben.

Diese Arbeit wurde von 34 Richtern und 180 Mitarbeitern (als Vollzeitstellen gerechnet) sowie rund 340 nebenamtlichen Laienrichtern und Beisitzern geleistet. Den erstinstanzlichen Zivil- und Strafrichtern stehen 18 Gerichtspräsidenten vor, und in deren Gerichtsschreibereien sind gesamthaft 58 Mitarbeiter tätig. Das Untersuchungsrichteramt umfasst 9 Untersuchungsrichter und beschäftigt 27 Mitarbeiter. Die 7 Vorsteher der Betreibungsämter beschäftigen zusammen 50 Mitarbeiter, und der Vorsteher des Konkursamtes deren 10. Die 29 Friedensgerichte beschäftigen hauptsächlich nebenamtliche Mitarbeiter, lediglich 14 sind fest angestellt. Das Kantonsgericht besteht aus 7 Richtern und 10 Mitarbeitern.

#### 1.2. Die Folgerungen

Die Arbeitslast aller Gerichte und des Untersuchungsrichteramtes ist sehr hoch. Namentlich die Strafrechtspflege verzeichnet erneut auf allen Ebenen eine Zunahme der Angelegenheiten. Den vom Kantonsgericht im Jahre 2005



als nötig erachteten Personalbegehren wurde nur teilweise stattgegeben. Darunter werden über kurz oder lang die Qualität der Rechtsprechung und/oder der Erledigungsrhythmus leiden.

Die Notwendigkeit zeitsparender Arbeitserledigung birgt die Gefahr in sich, dass der Richter den Aufwand für ein Verfahren möglichst gering hält, dass er nicht allen für den Entscheid relevanten Fragen nachgeht, dass Vorbringen der Parteien als unerheblich eingeschätzt werden und dass sich das Gericht für jene Lösung entscheidet, die sich am schnellsten finden und am einfachsten begründen lässt. Um dem entgegenzuwirken, hält die neue Kantonsverfassung in Art. 120 Abs. 3 fest, dass der Grosse Rat der richterlichen Gewalt die notwendigen Mittel für eine rasche und hochwertige Rechtspflege zur Verfügung stellt.

Es ist selbstverständlich, dass auch die Justiz die ihr zur Verfügung stehenden Mitteln in bestmöglicher Weise einzusetzen hat. Sie versucht dies seit Jahren, doch stossen wir nun mit der heutigen Gerichtsorganisation an Grenzen. Die entsprechende Zuständigkeit liegt nicht nur bezüglich Finanzen, sondern auch in organisationaler (Gerichtsorganisationsgesetz) und verfahrensmässiger (Zivil- und Strafprozessordnung) Hinsicht beim Grossen Rat. Mit einem Anteil von 1,84 % am kantonalen Budget steht die Justizverwaltung im Kanton Freiburg im interkantonalen Vergleich gut da, wie eine Umfrage der Schweizerischen Richtervereinigung im Herbst 2005 ergeben hat.

### **1.3. Die Neuerungen**

Das Kantonsgericht hat per 1. März 2005 seine Gerichtsschreiberei neu organisiert. Jedem Richter wurde ein Gerichtsschreiber (in 50%-Anstellung) als persönlicher Mitarbeiter zugeteilt, woraus sich eine gewisse Spezialisierung der Gerichtsschreiber und ein effizienteres Arbeiten ergeben. Der Chefgerichtsschreiber wirkt weiterhin als Gerichtsschreiber des Gesamtgerichts und leitet die Gerichtsschreiberei.

Am Bezirksgericht Greyerz werden inskünftig drei Gerichtspräsidenten tätig sein: Bis zum Rücktritt von Gerichtspräsident Louis Sansonnens wird sich dieser sein Arbeitspensum mit der neu gewählten Gerichtspräsidentin Claudia Dey teilen; beide sind je zu 50 % angestellt. Diese neue Organisation bildet Gegenstand eines Reglements, welches das Kantonsgericht am 11. November 2005 verabschiedet hat.

Die Vereinheitlichung des EDV-Systems "Tribuna" stellt eine besondere Herausforderung dar und bedeutet für alle Funktionsträger einen zusätzlichen Aufwand. Die erste Etappe der Umstellung erfolgte zum Jahreswechsel und verlief ohne grössere Schwierigkeiten.

### **1.4. Im Jahresverlauf**

Sorgen bereitet dem Kantonsgericht der schleppende Gang der Untersuchung Cannabioland und einiger weiterer Strafverfahren. Am 22. Februar 2005 traf sich das Kantonsgericht mit der Justizkommission zum – inzwischen traditionellen – Meinungsaustausch über diese und andere aktuelle Fragen der Justizverwaltung.

Die Strafkammer des Kantonsgerichts hat am 8. Februar 2005 das System des unabhängigen Haftrichters eingeführt. Anlass dazu bildete eine Änderung in der Rechtsprechung des Bundesgerichts. Art. 31 Abs. 3 der Bundesverfassung verlangt, dass jede Person, die in Untersuchungshaft genommen wird, "unverzüglich einer Richterin oder einem Richter vorgeführt" werden muss. Damit hat der Verfassungsgeber die Haftanordnung nach Art. 31 Abs. 3 BV (und nicht bloss die Haftprüfung nach Art. 31 Abs. 4 BV) ausdrücklich in die Hände des Haftrichters bzw. einer unabhängigen richterlichen Behörde gelegt. Der Untersuchungsrichter erfüllt diese Voraussetzungen grundsätzlich nicht, da der von ihm verfassten Überweisungsverfügung Anklagefunktion zukommt. Das Amt des Haftrichters soll im Rahmen des Vorentwurfs zum Gesetz zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die neuen Bestimmungen des Schweizerischen Strafgesetzbuches eingeführt werden, welcher sich zurzeit in Vernehmlassung befindet.

Eine Delegation des Kantonsgerichts traf zur Jahresmitte die Gerichtspräsidenten, um sich über die Entwicklung der Geschäftslast im ersten Semester zu informieren und konkrete Reformprojekte der Geschäftsverwaltung vorzustellen. Am 9. Dezember 2005 traf sich eine Delegation des Kantonsgerichts mit dem Vorstand des Freiburger Anwaltsverbands. Einige der von diesem angeregten Verbesserungsvorschläge konnten bereits umgesetzt werden.

Vier Kantonsrichter und der Chefgerichtsschreiber wirkten und wirken in den verschiedenen Arbeitsgruppen mit, welche die Umsetzung der neuen Kantonsverfassung im Bereich der Justiz vorbereiten.

Wiederum wurden die europäischen Tage der Ziviljustiz zum Anlass genommen, der Öffentlichkeit aufzuzeigen, was die Ziviljustiz beinhaltet, wie sie funktioniert und wo sie stattfindet. Die zunehmende Verschuldung Jugendlicher veranlasste das Kantonsgericht dieses Jahr, für Schüler im Alter von 15–20 Jahren einen konkreten Präventionsbeitrag zu leisten. Im Oktober und November 2005 standen die Betreibungsbeamten

im ganzen Kanton den Schulklassen zur Verfügung. Unter dem Motto "Tipps und Tricks gegen die Schuldenfalle" stellten sie ihre Tätigkeit vor und erteilten Ratschläge, wie einer Verschuldung vorzubeugen ist.

Das Kantonsgericht ist im Jahr 2005 zu mehreren Gesetzesentwürfen angehört worden und hat insbesondere zu folgenden Gegenständen Stellung genommen:

- der Entwurf einer DNA-Profil-Verordnung;
- der Vorentwurf eines Gesetzes über die Einführung der registrierten Partnerschaft im kantonalen Recht;
- der Entwurf zur Änderung des Gesetzes über die Gerichtsorganisation (Umstrukturierung der Friedensgerichte);
- der Entwurf für ein Konkordat über die Inhaftierung Erwachsener;
- die Änderung des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte;
- der Vorentwurf eines kantonalen Gesetzes zur Änderung verschiedener strafprozessualer Bestimmungen;
- der Entwurf zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die neuen Bestimmungen des Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches;
- die Motion Romanens zur Änderung des Gesetzes über die Organisation des Vormundschaftswesens (Einführung eines Amtsvormunds der Gemeinde).

Darüber hinaus hat das Kantonsgericht zuhanden des für Sicherheit und Justiz zuständigen Staatsrates zu mehreren Postulaten und parlamentarischen Anfragen Stellung genommen.

### **1.5. Gesetzesanpassungen**

Folgende Gesetzesanpassungen sind von einzelnen Bezirksgerichtspräsidenten oder von der Staatsanwaltschaft vorgeschlagen worden:

- Im Fall der Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung wird die Scheidung erst ausgesprochen, wenn der Gerichtspräsident von beiden Ehegatten eine schriftliche Bestätigung des Scheidungswillens und des Einverständnisses mit dem Inhalt der Vereinbarung erhalten hat (Art. 41 Abs. 1 EGZGB). Zwei Präsidenten schlagen die Änderung von Art. 41 Abs. 2 EGZGB vor. Gemäss dieser Bestimmung ist das Verfahren hinfällig, wenn innerhalb einer Frist von acht Monaten seit der letzten Anhörung keine Bestätigung eingereicht wird. Sie sind der Ansicht, dass diese Frist zu lang ist und dass eine Frist von drei bis vier Monaten ausreichen sollte.

- Ein Gerichtspräsident ist der Ansicht, dass Gesuche um Anweisung an die Schuldner (Art. 132 und 291 ZGB; Art. 47 und 80 EGZGB) im summarischen oder im beschleunigten Verfahren behandelt werden sollten.

- In einem Urteil vom 24. Dezember 2002 hat der II. Zivilappellationshof in Erinnerung gerufen, dass das Urteil betreffend Ausweisung eines Mieters und der Entscheid, dieses Urteil zu vollziehen, gemäss Zivilprozessordnung nacheinander, in zwei getrennten Verfahren gefällt werden müssen (Urteil veröffentlicht in FZR 2005 S. 39). Ein Präsident vertritt die Ansicht, dass diese wenig praktische Lösung zum in Mietsachen geltenden Beschleunigungsgebot im Widerspruch steht. Er regt an, das Gesetz über die Mietgerichtsbarkeit dahin gehend zu ändern, dass der Ausweisungsrichter auch zuständig ist, um dem Mieter im gleichen Urteil unter Androhung von Zwangsmassnahmen eine Frist zu setzen, innert deren er die Wohnung zu verlassen hat.

- Zwei Gerichtspräsidenten schlagen vor, die Beschwerde gegen die im Eheschutzverfahren angeordneten provisorischen Massnahmen abzuschaffen (Art. 54a Abs. 1 lit. b EGZGB).

- Die Staatsanwältin wirft die Frage auf, ob für die Parteien im Strafverfahren nicht die Möglichkeit geschaffen werden sollte, Anschlussberufung einreichen zu können. Damit könnte vermieden werden, dass eine Partei, der bekannt ist, dass die andere Partei Berufung einlegen will, gezwungen wird, innert Frist ebenfalls Berufung einzureichen, während sie bei Kenntnis des Inhalts der Berufungsschrift davon möglicherweise abgesehen hätte.

## 2. Das Kantonsgericht

### 2.1. Bemerkungen zur Statistik

#### a) Allgemeines

Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten hat gegenüber dem Vorjahr um 6 % abgenommen, während sie allerdings im Vorjahr um 24 % zugenommen hatte (2005: 1955; 2004: 2072; 2003: 1665). Mit Ausnahme des Strafpellationshofs (+ 21 % [2005: 107; 2004: 88]) haben sämtliche übrigen Abteilungen einen Rückgang der Anzahl Angelegenheiten zu verzeichnen: die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer um 16 % (2005: 91; 2004: 108), der I. Zivilappellationshof um 13 % (2005: 75; 2004: 86), der II. Zivilappellationshof um 11 % (2005: 174; 2004: 196) und die Strafkammer und ihr Präsident um 7 % (2005: 1379; 2004: 1479).

Es erscheint aufschlussreich, für die von den vier grössten Abteilungen im Jahr 2005 abgeurteilten Angelegenheiten die Zeit anzugeben, die zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichen ist:

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	1	13	10	24	23	2
II. Zivilappellationshof	49	79	21	30	1	1
Strafpellationshof	8	15	17	41	10	0
Strafkammer	78	77	49	39	3	1

Die im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2004 angebrachten Bemerkungen behalten ihre Gültigkeit. Die verzeichneten Unterschiede in der Verfahrensdauer hängen von der Natur der den verschiedenen Abteilungen zugewiesenen Angelegenheiten und damit davon ab, ob sie dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegen. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, so ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden können, wenn beide Parteien den geforderten Kostenvorschuss geleistet haben (sie verfügen dafür über eine Frist von 30 Tagen, die zweimal im gleichen Umfang verlängert werden kann!). Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Statistik die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. Art. 207 SchKG oder Verfügung über ein IV-Gesuch). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von der sich das Gerichtswesen leiten lassen sollte, in den Hintergrund gedrängt wird. Es bleibt anzufügen, dass in den vier grössten Abteilungen des Kantonsgerichts 551 der insgesamt 592 Angelegenheiten (d. h. 93 % der Fälle, gegenüber ebenfalls 93 % im Jahr 2004, 92 % im Jahr 2003 und 94 % im Jahr 2002) innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung entschieden werden konnten. Aufgrund der Arbeitsüberlastung hat die Erledigung einer grossen Anzahl von Angelegenheiten innert Jahresfrist die Verlängerung von komplexen Verfahren zur Folge gehabt.

Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter – deren Verfügbarkeit aufgrund ihrer hauptberuflichen Tätigkeit eingeschränkt ist – wurde insbesondere in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen sich die Kantonsrichter im Ausstand befanden. In neun Angelegenheiten wurden die Akten einem Ersatzrichter zur Berichterstattung übermittelt; in einer dieser Angelegenheiten wurde eine Abteilung ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (Bst. A Ziff. 9).

#### b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden

**aa)** Das Kantonsgericht hat drei gegen einen Gerichtspräsidenten gerichtete Beschwerden ohne Folge klassiert.

**bb)** Infolge einer Klage wegen Rechtsverweigerung hat das Kantonsgericht einen Gerichtspräsidenten aufgefordert, zügig über ein Gesuch um Erlass vorsorglicher Massnahmen zu entscheiden, das seit mehr als einem Jahr hängig war.

**cc)** Ende November 2005 sind beim Bezirksstrafgericht der Saane die Akten von 43 Strafverfahren aufgefunden worden, die nie formell abgeschlossen worden waren. Gegen den zuständigen Gerichtspräsidenten, der sich seit dem 31. März 2005 im Ruhestand befindet, kann kein Disziplinarverfahren mehr eröffnet werden.

Das Kantonsgericht hat mit Bestürzung von der Entdeckung der erwähnten Akten Kenntnis genommen, welche in die Zuständigkeit eines Gerichtspräsidenten fielen, der nach allgemeiner Ansicht sein Amt während mehr als 25 Jahren mit fachlicher Kompetenz und Hingabe ausgeübt hatte. Nach Meinung des Kantonsgerichts handelt es sich bei den Vorkommnissen um einen Einzelfall. Der Staatsrat, die Justizkommission und die Staatsanwaltschaft sind über die Vorfälle informiert worden.

Diese Strafverfahren, alle von nicht sehr grosser Tragweite, beziehen sich auf Ereignisse, die 20 Jahre oder mehr zurückliegen. In allen diesen Fällen, welche zumeist nicht über das Stadium der Untersuchung hinaus gediehen waren, ist die Verfolgungsverjährung eingetreten. Das Kantonsgericht hat diesen Umstand in einem am 17. Januar 2006 gefällten Entscheid festgehalten.

Die Gerichtspräsidenten überwachen die regelmässige Erledigung der Geschäfte. Die Aufsichtsbehörde überwacht den Fortgang der Geschäfte zur Hauptsache gestützt auf ein Verzeichnis der hängigen Angelegenheiten, welches ihr von der jeweiligen Magistratsperson ausgehändigt wird (Art. 95 und 97 GOG). Sobald eine Angelegenheit erledigt ist, erscheint sie im Verzeichnis der hängigen Angelegenheiten nicht mehr. Die 43 fraglichen Angelegenheiten waren zum Teil gar nie im Verzeichnis der hängigen Strafuntersuchungen aufgeführt bzw. verschwanden daraus nach und nach, um ab dem 26. April 1994 überhaupt nicht mehr darin zu erscheinen. Auf diese Weise entgingen sie der Kontrolle der hängigen Angelegenheiten durch die Aufsichtsbehörde, welche keinen Anlass hatte, an der Zuverlässigkeit der vorgelegten Verzeichnisse zu zweifeln.

Aufgrund der Informatisierung der Dossierverwaltung sowie der Einführung des Untersuchungsrichteramtes im Jahr 1998 ist die Gefahr derartiger Unterlassungen heute geringer. Trotzdem wird das Kantonsgericht seine Kontrollen verstärken.

## **2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts**

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2005 37 Inspektionen, verteilt auf 20 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 24. November 2005 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet. In jenen Fällen, in denen dies notwendig war, hat es eingegriffen und den betroffenen Personen Anweisungen erteilt.

Die Ergebnisse der Inspektionen und die daraus zu ziehenden Schlüsse werden im Folgenden im Zusammenhang mit der betreffenden Behörde erwähnt.

## **2.3. Personal**

Das Personal der Gerichtsschreiberei hat während zwei Tagen eine Ausbildung zum Thema Zeitmanagement besucht.

Anstelle von Erika Chappuis, welche ihren Tätigkeitsgrad nach einem Mutterschaftsurlaub reduziert hatte, hat Françoise Rosales-Pégaitaz die Leitung des Sekretariats übernommen. Erika Chappuis hatte ihre Tätigkeit am Kantonsgericht am 1. September 1998 als Sekretärin aufgenommen und war per 1. Juni 2003 zur Bürochefin befördert worden. Sie hat das Sekretariat in effizienter und kompetenter Weise geleitet.

Als Ersatz für einen Gerichtsschreiber-Adjunkten, der seine Tätigkeit aus krankheitsbedingten Gründen hatte aufgeben müssen, hat das Kantonsgericht vorübergehend Véronique Aguet, ehemalige Praktikantin, und ab dem 1. Dezember 2005 Christophe Gachet, lic. iur., bislang Gerichtsschreiber-Adjunkt am Bezirksgericht der Saane, und Dr. iur. Anna Ulvsbäck Noël, Rechtsanwältin, angestellt.

Christian Voide und Ariane Darioli, beide lic. iur., haben einen Teil ihres Anwaltspraktikums als Gerichtsschreiber absolviert.

## 2.4. Informatik

Die Arbeiten, die zu einer Harmonisierung in der Anwendung des informatisierten Aktenverwaltungssystems Tribuna sowie zu einer Rationalisierung der Arbeitsmethoden führen sollen (Rechenschaftsbericht 2004, S. 33), sind im Jahr 2005 fortgeführt worden. Der erste Teil der Arbeiten, "Harmonisierung der Codes", ist abgeschlossen. Die Benutzer sind darüber anlässlich einer Sitzung am 22. Dezember 2005 in Grangeneuve informiert worden. Der Übergang zu den neuen Codes ist zum Jahreswechsel erfolgt. Die Arbeiten werden 2006 weitergeführt.

Der Projektleiterin sowie den Mitglieder des Lenkungs- und Projektausschusses sei an dieser Stelle herzlich für ihre wichtige Arbeit gedankt.

## 3. Die Bezirksgerichte

### a) Allgemeines

Die Anzahl der bei den Bezirksgerichten anhängig gemachten Zivilsachen (2004: 701; 2005: 719) sowie jene der bei den Zivilgerichtspräsidenten einregistrierten Fälle (2004: 8027; 2005: 8128) ist gegenüber dem Jahr 2004 stabil geblieben. Die Anzahl der Eheschutzverfahren hat nochmals leicht zugenommen (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277; 2005: 298).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit der Strafgerichte fallenden Angelegenheiten ist stabil geblieben (2004: 231; 2005: 229), während die Anzahl der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten gegenüber dem Jahr 2004 um 12 % zugenommen hat (2004: 1005; 2005: 1129). Die Anzahl der von den Strafgerichten abzuurteilenden Personen in Untersuchungshaft nimmt zu; diese Angelegenheiten sind vordringlich anzusetzen, was die Behandlung anderer Angelegenheiten verzögert.

Die Arbeitslast der Gerichte bleibt unverändert hoch.

### b) Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	2	68	66	46	32	5	219
Polizeirichter	73	475	365	120	43	7	1083

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	8	82	56	94	69	43	352
Klagen aus Vertrag	3	22	30	53	43	23	174

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	4	34	297	187	21	4	<b>547</b>
Eheschutzmassnahmen	32	130	51	41	11	5	<b>270</b>
Vermögensrechtliche Streitsachen (Art. 139 GOG)	108	186	113	66	8	6	<b>487</b>
Rechtsöffnung	611	2821	44	9	4	0	<b>3489</b>

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	31	76	44	27	12	2	<b>192</b>
Kammer	6	49	51	34	21	7	<b>168</b>

Die Bemerkungen, die im Zusammenhang mit den vom Kantonsgericht abgeurteilten Angelegenheiten angebracht wurden (Ziff. 2.1 Bst. a hievor), haben auch hier Gültigkeit. Aus der Tabelle ergibt sich insbesondere, dass 84 % der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten innert sechs Monaten nach ihrer Einregistrierung und 95 % innert eines Jahres abgeurteilt werden. Was das Strafgericht betrifft, so werden 97 % der in dessen Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten binnen Jahresfrist abgeurteilt. In Zivilsachen werden 68 % der Angelegenheiten aus dem Bereich des Familienrechts, welche in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, innert eines Jahres erledigt und 87 % innert zwei Jahren. Von den Eheschutzmassnahmen, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, werden 78 % innert sechs Monaten erledigt und 94 % innert eines Jahres. Schliesslich werden jene geldwerten Streitsachen, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, in 83 % der Fälle innert sechs Monaten und in 97 % der Fälle innert eines Jahres erledigt.

### **c) Bezirksgericht der Saane**

Gerichtspräsident Pierre-Emmanuel Esseiva ist altershalber per 31. März 2005 in den Ruhestand getreten. Nachdem er seine Tätigkeit 1966 als Gerichtsschreiber beim Kantonsgericht begonnen hatte und am 5. Dezember 1967 zu dessen Chefgerichtsschreiber ernannt worden war, wurde Pierre-Emmanuel Esseiva am 10. Februar 1977 zum Gerichtspräsidenten des Saanebezirks gewählt. Als kompetenter Jurist hat er seine Aufgabe mit grosser Hingabe und Unabhängigkeit wahrgenommen. Wir sprechen ihm unseren Dank aus und entbieten ihm für den Ruhestand unsere besten Wünsche.

Nach dem Ausscheiden von Pierre-Emmanuel Esseiva ist Bernard Uldry zum 1. Präsidenten des Gerichts aufgerückt.

Als Nachfolger von Pierre-Emmanuel Esseiva hat das Wahlkollegium Jean-Marc Sallin, bisher Substitut der Staatsanwältin, gewählt.

Ebenfalls hat das Wahlkollegium Gerichtspräsident Jérôme Delabays zum Vizepräsidenten der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung gewählt, dies anstelle des Gerichtspräsidenten des Greyerzbezirks, Philippe Vallet, der zurückgetreten ist.

Peter Rentsch, Vizepräsident für die Angelegenheiten in deutscher Sprache, hebt hervor, dass seine Tätigkeit am Bezirksgericht der Saane beinahe eine Halbzeitstelle darstellt und dass er inskünftig auf die Mitarbeit eines ordentlichen Gerichtsschreibers in 50%-Anstellung zählen kann, der seine Arbeitszeit zwischen den Bezirksgerichten der Saane und der Sense aufteilt.

André Waeber, der auch Präsident des Wirtschaftsstrafgericht ist, konnte gegenüber den Vorjahren eine grössere Anzahl von Angelegenheiten des Strafgerichts und des Polizeirichters betreuen.

#### **d) Bezirksgericht der Sense**

Aufgrund der angespannten Lage, auf die die Gerichtspräsidenten seit 2004 aufmerksam gemacht hatten (vgl. Rechenschaftsbericht 2004, S. 37), ist die Stelle eine zusätzlichen Gerichtsschreibers in Teilzeitanstellung bewilligt worden.

#### **e) Bezirksgericht Greyerz**

Gerichtspräsident Louis Sansonnens ist als Präsident der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung zurückgetreten, ebenso der Vizepräsident dieser Kommission, Gerichtspräsident Philippe Vallet.

Das Wahlkollegium hat dem Ansinnen von Gerichtspräsident Sansonnens entsprochen, sein Amt inskünftig teilzeitlich auszuüben.

Anlässlich der jährlichen Inspektion hat das Kantonsgericht den Gerichtspräsidenten verschiedene Anweisungen und Empfehlungen namentlich zur Führung der Verfahren gegeben.

#### **f) Bezirksgericht der Broye**

Gerichtspräsident Jean-Luc Baechler ist per 28. Februar 2006 von seinem Amt zurückgetreten, welches er am 1. März 2002 angetreten hatte. Er hat sein Amt gewissenhaft und mit Hingabe ausgeübt. Wir sprechen ihm unseren Dank aus und entbieten ihm unsere besten Wünsche für seine weitere Laufbahn.

**g)** Die übrigen Bezirksgerichte und das Wirtschaftsstrafgericht geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **4. Das Untersuchungsrichteramt**

In seinem Bericht hält der Präsident des Amtes fest, dass 80 % der im Jahr 2005 eröffneten Verfahren erledigt werden konnten. Während Ende 2004 208 alte – d. h. seit mehr als einem Jahr eröffnete – Untersuchungen hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2005 auf 227, wovon 1 Untersuchung vor dem 31. Dezember 1997 eröffnet worden war; diese Untersuchung war zwar 2005 abgeschlossen worden, muss aber aufgrund einer Beschwerde eines der Beschuldigten gegen die Abschlussverfügung ergänzt werden.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2004 18'896 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2004 (17'823) einer Zunahme um 5,6 % entspricht. Die Anzahl der hängigen Angelegenheiten hat sich von 2541 per Ende 2004 auf 2875 per Ende 2005 erhöht. Die Untersuchungsrichter haben 449 Nichtanhandnahmeverfügungen (2004: 507), 311 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2004: 234), 554 Einstellungsverfügungen (2004: 577), 1 Abschlussverfügungen zuhanden der Strafkammer (2004: 8), 335 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2004: 336) und 7878 Strafbefehle (2004: 7211) erlassen, wovon 492 mit Einsprache angefochten wurden (2004: 438). Weiter haben sie 2748 Bussenumwandlungen vorgenommen (2004: 2490) und 112 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2004: 109). Zudem haben sie in 326 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2004: 363); dies entspricht gesamthaft 20'772 Hafttagen (2004: 24'105).

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 265 Angelegenheiten befasst. Zudem leistet jeder Richter sechs bis sieben Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereitschaftsdienst von gleicher Dauer. Ein Richter, dem besondere Angelegenheiten zugeteilt werden, ist von diesem Dienst dispensiert.

Obwohl die Untersuchungsrichter Generalisten bleiben möchten, spezialisieren sie sich weiterhin zusehends.

Die Zunahme der Anzahl anhängig gemachter Angelegenheiten und der Anzahl alter Untersuchungen sowie insbesondere das baldige Inkrafttreten des revidierten Allgemeinen Teils des Schweizerischen Strafgesetzbuchs macht gemäss dem Präsidenten des Amtes die Schaffung einer zehnten Richterstelle unerlässlich.

## 5. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft

**a)** Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Saanebezirk die Friedensgerichte des 1. Kreises in Farvagny, des 3. Kreises in Belfaux, des 4. Kreises in Freiburg und des 5. Kreises im Muret, im Sensebezirk das Friedensgericht des 3. Kreises in Schmitten, im Greyerzbezirk die Friedensgerichte des 5. und 6. Kreises in La Roche und Vaulruz, im Seebezirk das Friedensgericht des 5. Kreises in Gurmels, im Glanebezirk das Friedensgericht des 1. Kreises in Villaz-St-Pierre sowie die vier Friedensgerichte des Broyebezirks inspiziert.

Diese Inspektionen haben dem Kantonsgericht erlaubt festzustellen, dass die Friedensgerichte gut geführt sind. Soweit dies notwendig war, hat das Kantonsgericht Anweisungen erteilt.

**b)** Ein Friedensrichter, der seit 25 Jahren im Amt ist, stellt fest, dass die Arbeit des Friedensgerichts aufgrund der stetig zunehmenden Konflikte zwischen den Eltern schwieriger geworden ist. Die Gestaltung des persönlichen Verkehrs zwischen Eltern und Kindern wird zu einer heiklen Aufgabe.

**c)** Bei seiner jährlichen Inspektion hat die Vormundschaftskammer eines Bezirksgerichts festgestellt, dass ein Friedensgericht gewisse Entmündigungen auf eigenes Begehren selber aufgehoben hatte, obwohl diese Aufgabe in die Zuständigkeit des Zivilgerichts fällt. Die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts hat die notwendigen Anweisungen erteilt, damit diese Praxis ein Ende findet.

**d)** Ende 2003 hatten sich die Gemeinden des 5. Kreises des Saanebezirks bei der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts über die Arbeitsweise des Friedensgerichts beschwert. Die Kammer hat die Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts ersucht, in ihrer Eigenschaft als untere Aufsichtsbehörde einzugreifen. Die Inspektionen der Vormundschaftskammer des Bezirksgerichts haben Spannungen zwischen der Friedensgerichtsschreiberin und einer der beiden Amtsvormundinnen zutage gebracht; in der Zwischenzeit wurde das Problem gelöst. Zudem hat das Friedensgericht derselben Vormundin aufgrund von Mängeln in der Bearbeitung ihrer Akten eine formelle Verwarnung erteilt.

**e)** Bei der Inspektion erinnerte das Kantonsgericht das Friedensgericht des 3. Kreises des Saanebezirks in Belfaux an die Gesetzesbestimmungen über den Schutz des Mündelvermögens und ordnete an, dass über einen Fr. 20'000.-- übersteigenden Betrag nur mit Kollektivunterschrift zu zweien (Vormund und Friedensrichter) verfügt werden darf.

**f)** Eine aus Vertretern des Kantonsgerichts, der Konferenz der Friedensgerichte, der Sicherheits- und Justizdirektion sowie der Vormunde zusammengesetzte Arbeitsgruppe hat in Zusammenarbeit mit der Freiburger Hochschule für Soziale Arbeit ein Schulungsprogramm für die Mandatsträger im Bereich des Vormundschaftswesens und die Mitglieder der Friedensgerichte erstellt. Diese Schulung wurde am 1. Dezember 2005 in Grangeneuve vorgestellt. Die Anwesenden konnten einem Vortrag von Sami Aldeeb, Verantwortlicher für arabisches und muslimisches Recht am Schweizerischen Institut für Rechtsvergleichung in Lausanne, beiwohnen. Das Schulungsangebot ist auf grosses Interesse gestossen; bis Ende 2005 sind mehr als 250 Anmeldungen eingegangen. Im Jahr 2006 werden vier Schulungstage stattfinden, drei für die französischsprachigen Mandatsträger und einer für die französischsprachigen Vormundschaftsbehörden. Zusätzliche Schulungstage sollten 2007 folgen, namentlich für die deutschsprachigen Interessenten.

**g)** Im November 2005 hat der Staatsrat den Gesetzesentwurf zur Änderung des Gerichtsorganisationsgesetzes in die Vernehmlassung geschickt. Der Entwurf sieht eine Reduzierung der Anzahl der Friedensgerichtskreise von 29 auf 8 (einen pro Bezirk mit Ausnahme des Saanebezirks, der zwei Kreise aufweisen soll, nämlich einen für die Stadt Freiburg und einen für Saane-Land). Der Friedensgerichtsschreiber muss inskünftig Jurist sein.

**h)** Das Kantonsgericht wurde zu einer Motion von Grossrätin Romanens angehört, mit der die Gemeinden verpflichtet werden sollten, einen Amtsvormund der Gemeinde einzuführen. Das Kantonsgericht hat sich dahingehend geäußert, dass es sinnvoller wäre, die vollständige Überarbeitung des Gesetzes über die Organisation des Vormundschaftswesens abzuwarten, die nach dem Inkrafttreten des neuen Bundesgesetzes über den Erwachsenenschutz erfolgen soll.



**i)** Die Konferenz der Friedensgerichte hat sich mit der Veröffentlichung der vormundschaftlichen Massnahmen beschäftigt und ihre Mitglieder ersucht, die Praxis in diesem Bereich zu vereinheitlichen. Sie hat sich auch zur Frage der Besoldung der Friedensgerichtsschreiber geäussert und mit Bedauern festgestellt, dass die Sicherheits- und Justizdirektion eine allfällige Neubewertung der Gehälter dieser Personen bis zur Einführung der Neuorganisation der Friedensgerichte verschieben will. Stéphane Quéru, Vorsteher des Jugendamts, und zwei weitere Referentinnen haben den Mitgliedern der Konferenz das Projekt „Familienbegleitung“ vorgestellt, das momentan im Kanton Freiburg durchgeführt wird.

Der kantonalen Aufsichtsbehörde ist daran gelegen, erneut die Bedeutung und die gute Arbeit der Konferenz der Friedensgerichte hervorzuheben.

## **6. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung**

**a)** Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Nachdem er die Kommission während fünf Jahren präsidiert hatte, ist Louis Sansonnens, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, per 30. Juni 2005 zurückgetreten. Das Wahlkollegium hat Rechtsanwalt Christian Delaloye als Nachfolger ernannt. Vizepräsident Philippe Vallet, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, ist ebenfalls zurückgetreten. Als dessen Nachfolger wurde Jérôme Delabays, Gerichtspräsident des Saanebezirks, bestimmt. Die beiden weiteren Stellvertreter des Präsidenten sind Reinold Raemy und Peter Rentsch, Gerichtspräsidenten des Sensebezirks. Aufgrund des Präsidentenwechsels verfügt die Kommission für ihre Tätigkeit erneut über die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts des Saanebezirks.

**b)** Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 29. Juni und 6. Dezember 2005 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2005 wurden 522 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Die Kommission hat in 64 Fällen eine gerichtliche Beurteilung vorgenommen. Eine Kopie dieser Entscheidung wird ordnungsgemäss dem Präsidenten der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übermittelt.

**c)** Der per Ende Juni 2005 aus der Kommission zurückgetretene Psychiater konnte nicht ersetzt werden. Obwohl nach der Ausschreibung noch ein Aufruf an die einzelnen Mitglieder des Berufsverbandes erging, hat sich kein Psychiater für dieses Amt zur Verfügung gestellt.

**d)** Auf Aufforderung der Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts, hat der Präsident der Aufsichtskommission die Friedensgerichte daran erinnert, dass die Person, welcher die Freiheit entzogen wird, von der Einweisungsbehörde in Gesamtbesetzung anzuhören ist.

**e)** Bereits im Jahr 2003 hatte die Kommission der Sicherheits- und Justizdirektion vorgeschlagen, die Schaffung einer Psychiatrieabteilung im Kantonsspital zu prüfen. Ebenfalls hatte sie auf die Notwendigkeit hingewiesen, eine dem Tannenhof vergleichbare Anstalt für Frauen zu schaffen, dies eventuell im Rahmen eines Konkordats der französischsprachigen Kantone. Die Direktion hat die Konferenz der Polizeidirektoren der französischsprachigen Kantone und des Tessins um Stellungnahme ersucht (Rechenschaftsbericht 2003, S. 37). Anfangs 2005 hat sich die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts bei der Direktion erkundigt, welche Schritte zur Lösung dieser Probleme unternommen wurden, welche die Einweisungsbehörden und die Kommission zu Recht beschäftigen. Gemäss Antwort der Direktorin für Gesundheit und Soziales wird das Projekt zur Schaffung einer Psychiatrieabteilung für Kurzaufenthalte, dies in Verbindung mit der Notfallabteilung des Kantonsspitals, zurzeit zwischen diesem und dem kantonalen psychiatrischen Spital in Marsens diskutiert. Das Projekt zur Schaffung einer Frauenanstalt wird wahrscheinlich durch die Vorsteher der Justizdepartemente der französischsprachigen Kantone geprüft werden.

## **7. Die Jugendstrafkammer**

**a)** Das Büro für Mediation, das seine Tätigkeit am 1. November 2004 aufgenommen hat, verfügt über zwei französischsprachige Mediatoren und eine deutschsprachige Mediatorin. Bis Ende 2005 wurden 77 Angelegenheiten, die 128 Minderjährige betrafen, von den Jugendstrafrichtern an das Büro überwiesen. 40

Verfahren haben zu einer Vereinbarung geführt. In 9 Angelegenheiten ist das Mediationsverfahren gescheitert. 28 Verfahren waren Ende 2005 hängig.

**b)** Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten war noch nie so hoch: 2139 (bisher höchste Zahl: 2084 im Jahr 2003). Nach 2003 und 2004 hat die Anzahl der delinquierenden Mädchen weiter zugenommen (383; 314 im Jahr 2004). Der Präsident weist darauf hin, dass die Umsetzung des interkantonalen Konkordats über den Vollzug von Einschliessungsstrafen an Jugendlichen in den französischsprachigen Kantonen vom 24. März 2005 wichtig und dringend ist. Dieses Konkordat sieht namentlich die Eröffnung eines geschlossenen Heims für weibliche Jugendliche in Schwierigkeiten vor.

**c)** Trotz der Eröffnung einer zusätzlichen Abteilung in der Arbeitserziehungsanstalt in Pramont/VS beschäftigt der Platzmangel für schwierige männliche Kinder und Jugendliche die Jugendstrafrichter. Den Einweisungen gehen jeweils langwierige Diskussionen zwischen den Gerichtsbehörden und den Heimleitern voraus.

**d)** Sorgen bereitet weiterhin die Zunahme der von Kindern (7 bis 15 Jahre) verübten strafbaren Handlungen. Erstmals beträgt die Anzahl delinquierender Kinder mehr als 500 (505; 400 im Jahr 2004).

**e)** Der Präsident weist auf die in einem beunruhigenden Mass zunehmende Anzahl von verurteilten Ausländern unbekanntem Aufenthaltsort hin (42; 16 im Jahr 2004). Seiner Meinung nach könnte diese Zahl zwei Aspekte widerspiegeln: einerseits die Mentalität der minderjährigen Asylsuchenden ohne Begleitung, welche die Schweiz für ein Eldorado halten, andererseits deren Lebensbedingungen (Unterbringung mit Erwachsenen und ohne Überwachung), die es ihnen ermöglichen, sich frei zu bewegen. Die Jugendstrafrichter haben keinen Einfluss auf diese beiden Aspekte.

**f)** Sorgen bereitet schliesslich weiterhin die Gewalt. Gemäss Statistik hat sich die Anzahl von einfachen Körperverletzungen, Tötlichkeiten, Raufhandel, Angriffen, Sachbeschädigungen, Erpressungen, Beschimpfungen, Drohungen, sexuelle Nötigungen und Hinderungen einer Amtshandlung fast verdreifacht.

## **8. Das Konkursamt und die Betreibungsämter**

### **a) Das Konkursamt**

Bei seiner Inspektion hat die Finanzkontrolle Mängel bei der Bearbeitung von Dossiers festgestellt, die das Konkursamt einer privaten Inkassofirma anvertraut hatte. Daraufhin hat der Vorsteher die Verantwortlichen dieser Firma getroffen und sie daran erinnert, dass sie einen vierteljährlichen Bericht über die einzutreibenden Forderungen, die einkassierten Beträge und die hängigen Verfahren vorzulegen, sowie alle drei Monate die einkassierten Beträge dem Konkursamt zu überweisen haben.

### **b) Die Betreibungsämter**

Ciclop, das Projekt über die Umgestaltung der Informatikapplikation für die Betreibungsämter, ist weit fortgeschritten. Die ursprünglich für Ende 2005 vorgesehene Einführung der neuen Applikation sollte Ende März 2006 erfolgen.

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen weiteren Bemerkungen Anlass.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

\*\*\*\*\*

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, 13. März 2006

Der Gerichtsschreiber

Der Präsident

**HENRI ANGELOZ**

**ADRIAN URWYLER**



# PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

---

## A. Tribunal cantonal *Kantonsgericht*

### 1. I<sup>e</sup> Cour d'appel civil *I. Zivilappellationshof*

En 2005, 75 recours ont été interjetés, dont 16 en allemand (2004: 86; 2003: 108; 2002: 60; 2001: 71). La Cour a rendu 73 arrêts (2004: 97; 2003: 83; 2002: 63; 2001: 73).

*2005 wurden 75 Berufungen eingereicht, davon 16 auf deutsch (2004: 86; 2003: 108; 2002: 60; 2001: 71). Der I. Zivilappellationshof hat 73 Entscheide gefällt (2004: 97; 2003: 83; 2002: 63; 2001: 73).*

Au 31 décembre 2005, 65 causes étaient pendantes (2004: 63; 2003: 74; 2002: 48; 2001: 51). Elles dataient de 2003 (3), 2004 (11), 2005 (51).

*Am 31. Dezember 2005 waren 65 Angelegenheiten hängig (2004: 63; 2003: 74; 2002: 48; 2001: 51). Sie stammen aus den Jahren 2003 (3), 2004 (11), 2005 (51).*

#### **Récapitulation / Zusammenfassung**

Recours reportés de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Berufungen</i>	63
Recours déposés en 2005 / <i>2005 eingereichte Berufungen</i>	75
Recours liquidés en 2005 / <i>2005 erledigte Berufungen</i>	73
Recours reportés en 2006 / <i>auf 2006 übertragene Berufungen</i>	65
<b>Total</b>	<b>138 138</b>

Le sort suivant a été réservé aux recours:

*Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14
Rejetés / <i>Abweisung</i>	31
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7
Retirés / <i>Rückzug</i>	7
Transaction / <i>Vergleich</i>	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3
<b>Total</b>	<b>73</b>

## Nature des affaires / Rechtsgebiete

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>		1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>		42
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	23	
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>		2
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>		2
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>		4
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>		19
Divers / <i>Verschiedenes</i>		3
<b>Total</b>		<hr/> <b>73</b>

## Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / <i>Saane</i>		23
Singine / <i>Sense</i>		15
Gruyère / <i>Greyerz</i>		9
Lac / <i>See</i>		8
Glâne / <i>Glane</i>		4
Broye / <i>Broye</i>		8
Veveyse / <i>Vivisbach</i>		6
<b>Total</b>		<hr/> <b>73</b>

## 2.

### II<sup>e</sup> Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2005, 174 causes ont été inscrites au rôle, dont 34 en allemand (2004: 196; 2003: 153; 2002: 138; 2001: 126), dont 166 recours, 2 actions et 5 causes relevant du droit de l'arbitrage.

*2005 wurden 174 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 140 auf französisch (2004: 196; 2003: 153; 2002: 138; 2001: 126), davon 166 Berufungen, 2 Klagen und 5 Angelegenheiten aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitrechts.*

La Cour ou son président ont rendu 181 arrêts (2004: 189; 2003: 146; 2002: 130; 2001: 139).

*Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 181 Entscheide gefällt (2004: 189; 2003: 146; 2002: 130; 2001: 139).*

Au 31 décembre 2005, 46 causes étaient pendantes (2004: 53; 2003: 46; 2002: 39; 2001: 32). Elles dataient de 2003 (1), 2004 (1) et 2005 (44).

*Am 31. Dezember 2005 waren 46 Angelegenheiten hängig (2004: 53; 2003: 46; 2002: 39; 2001: 32). Sie stammen aus den Jahren 2003 (1) 2004 (1) und 2005 (44).*

## Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Verfahren</i>		53
Causes introduites en 2005 / <i>2005 eingereichte Verfahren</i>		174
Causes liquidées en 2005 / <i>2005 erledigte Verfahren</i>		181
Causes reportées en 2006 / <i>auf 2006 übertragene Verfahren</i>		46
<b>Total</b>		<hr/> <b>227 227</b>

## **Autorité de recours / Berufungsinstanz**

La Cour s'est prononcée sur 172 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

*Der II. Zivilappellationshof hat 172 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	39
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	11
Rejetés / <i>Abweisung</i>	79
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	35
Retirés / <i>Rückzug</i>	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1
Transaction / <i>Vergleich</i>	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>172</b>

## **Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	32
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	31
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	17
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	82
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	29
mainlevées / <i>Rechtsöffnungen</i>	48
Divers / <i>Verschiedenes</i>	10
<b>Total</b>	<hr/> <b>172</b>

## **Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>	75
Singine / <i>Sense</i>	12
Gruyère / <i>Greyerz</i>	37
Lac / <i>See</i>	22
Glâne / <i>Glane</i>	4
Broye / <i>Broye</i>	10
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	12
<b>Total</b>	<hr/> <b>172</b>

## **Instance unique / Einzige Instanz**

La Cour a rendu un arrêt / *Der II. Zivilappellationshof hat einen Entscheid gefällt.*

### **3.**

## **Chambres des poursuites et faillites Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

En 2005, 91 causes ont été introduites, dont 30 en allemand (2004: 108; 2003: 89; 2002: 115; 2001: 128).

*2005 wurden 91 Verfahren eingeleitet, davon 30 auf französisch (2004: 108; 2003: 89; 2002: 115; 2001: 128).*

La Chambre a rendu 93 décisions (2004: 107; 2003: 94; 2002: 115; 2001: 126).

*Die Kammer hat 93 Entscheide gefällt (2004: 107; 2003: 94; 2002: 115; 2001: 126).*

## Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Verfahren</i>	11	
Causes introduites en 2005 / <i>2005 eingereichte Verfahren</i>	91	
Causes liquidées en 2005, dont 85 plaintes / <i>2005 erledigte Verfahren, davon 85 Beschwerden</i>	93	
Causes reportées en 2006 / <i>auf 2006 übertragene Verfahren</i>	9	
<b>Total</b>	<b>102</b>	<b>102</b>

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :  
*Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:*

Admises / <i>Gutheissung</i>	6
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2
Rejetées / <i>Abweisung</i>	38
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	24
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	11
Retirées / <i>Rückzug</i>	4
<b>Total</b>	<b>85</b>

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:  
*Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:*

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	16
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	26
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	21
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	22
<b>Total</b>		<b>85</b>

Les 85 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :  
*Die 85 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von:*

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	81
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	4
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0
<b>Total</b>		<b>85</b>

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich wie folgt auf:*

### 1. Poursuites / Betreibungen

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / Saane	3	1	19	17	8	2	50
Singine / Sense	2	1	13	3	2	0	21
Gruyère / Greyerz	0	0	0	0	0	0	0
Lac / See	0	0	2	1	1	0	4

Glâne / Glane	0	0	1	1	0	1	3
Broye / Broye	0	0	0	0	0	1	1
Veveyse / Vivisbach	0	0	1	1	0	0	2
Total / Total	5	2	36	23	11	4	81

## 2. Faillites / Konkurse

Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	1	0	1	1	0	1	4
Administration spéciale de la faillite Ausseramtliche Konkurs- verwaltung	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général Gesamttotal</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>85</b>

En outre, la Chambre a traité 5 requêtes de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

*Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer über 5 Gesuche um Wiederherstellung der Frist (Art. 33 Abs. 4 SchKG) entschieden.*

Elle s'est prononcée sur 2 demandes de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

*Sie hat über 2 Gesuche um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.*

Enfin, dans 1 faillite, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

*Schliesslich hat sie in 1 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.*

## **Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2005 / Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2005**

### Poursuites / Betreibungen

91'138 poursuites ont été introduites en 2005 (2004: 93'336; 2003: 87'755; 2002: 77'250; 2001: 84'861).

*Im Jahre 2005 wurden 91'138 Betreibungen eingeleitet (2004: 93'336; 2003: 87'755; 2002: 77'250; 2001: 84'861).*

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich wie folgt auf:*



	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	37'603	9'347	14'819	8'845	6'620	8'579	5'325	91'138
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreuung</i>	32'223	7'176	12'084	6'949	5'514	6'850	3'945	74'741
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	511	305	369	193	131	167	68	1'744
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	6	11	4	0	2	6	2	31
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	14	5	10	7	4	8	0	48
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>70'357</b>	<b>16'844</b>	<b>27'286</b>	<b>15'994</b>	<b>12'271</b>	<b>15'610</b>	<b>9'340</b>	<b>167'702</b>

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2005 dans l'arrondissement de la Sarine, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2005 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

a) **Statistique des opérations de l'office**  
**Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes**

	2004	2005
Poursuites engagées / <i>eingeleitete Betreibungen</i>	38'371	37'603
Réquisitions de continuer / <i>Fortsetzungsbegehren</i>	29'126	32'223
Saisies exécutées / <i>Vollzogene Pfändungen</i>	10'883	13'077
Comminations de faillite / <i>Konkursandrohungen</i>	1'057	914
Actes de défaut de biens définitifs / <i>Definitive Verlustscheine</i>	14'922	10'514
Prises d'inventaire (loyer) / <i>Retentionsverzeichnisse (Miete)</i>	70	33
Séquestres / <i>Arrest</i>	10	10
Ventes exécutées / <i>Vollzogene Verwertungen</i>		
- mobilières - <i>bewegliche Sachen</i>	4	6
- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	20	14
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	68	52
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	21'612	23'045
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	527	511

b) **Statistique des poursuites engagées**  
**Statistik der eingeleiteten Betreibungen**

	2004	2005
Impôts / <i>Steuern</i>	12'002	16'296
Fournisseurs / <i>Lieferanten</i>	11'136	9'594
A.V.S. / <i>AHV</i>	2'304	2'216
Frais judiciaires / <i>Gerichtskosten</i>	348	495
Amendes et taxes diverses / <i>Bussen und verschiedene Gebühren</i>	1'119	1'141
Loyers, fermages / <i>Miete, Pacht</i>	912	905
Prises d'inventaire / <i>Aufnahme Güterverzeichnis</i>	76	34
Cotisations syndicales / <i>Gewerkschaftsbeiträge</i>	67	210
Assurances diverses / <i>Verschiedene Versicherungsbeiträge</i>	11'973	12'260
Banques / <i>Banken</i>	908	941
Réalisations de gages mobiliers et immobiliers / <i>Verwertung von Fahrnis- und Grundpfandrechten</i>	170	210
Honoraires de médecins, frais d'hôpitaux, pharmacies / <i>Honorare von Ärzten, Spitalkosten, Apotheken</i>	1'149	1'174
Honoraires d'avocats / <i>Anwaltshonorare</i>	148	82
Pensions alimentaires / <i>Unterhaltsbeiträge</i>	130	188
Effets de change / <i>Wechselbetreibungen</i>	1	4
Indemnités, réparation de dommages / <i>Entschädigungen, Schadenersatz</i>	36	25
Séquestres / <i>Arrest</i>	10	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	50	29

c) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**  
**Eintragung von Eigentumsvorbehalten**

	2004	2005
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	0	0
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	31	23
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahrräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	1	0
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	14	14
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	21	14
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>52</b>

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

*Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:*

2005: Fr. 20'315'624.65; 2004: Fr. 19'412'614.95; 2003: Fr. 10'038'902.30; 2002: Fr. 1'834'920.90;  
2001: Fr. 3'131'482.70; 2000: Fr. 6'078'958.55;

## Faillites / Konkurse

---

393 faillites ont été prononcées en 2005 (2004: 392; 2003: 359; 2002: 355; 2001: 316).

*2005 wurden 393 Konkurse eröffnet (2004: 392; 2003: 359; 2002: 355; 2001: 316).*

367 faillites ont été liquidées.

*367 Konkurse wurden abgeschlossen.*

79 faillites antérieures à l'année 2005 ne sont pas liquidées.

*79 vor 2005 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.*

Les faillites prononcées en 2005 se répartissent ainsi:

*Die 2005 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:*

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	200
Singine / Sense	42
Gruyère / Greyerz	52
Lac / See	23
Glâne / Glane	21
Broye / Broye	33
Veveyse / Vivisbach	22
<b>Total</b>	<b>393</b>

### Procédure suivie / Verfahren:

#### • Ouvertures de faillite / Konkureröffnungen

Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	180
Annulation / <i>Aufhebung</i>	8
Révocation / <i>Widerruf</i>	8
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	197
<b>Total</b>	<b>393</b>

#### • Liquidations de faillite / Konkursverfahren

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	149
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	209
Révocation / <i>Widerruf</i>	9
<b>Total</b>	<b>367</b>

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

*Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2005: Fr. 72'080'849.39;	2004: Fr. 196'785'689.40;
2003: Fr. 91'283'981.96;	2002: Fr. 259'922'177.--;
2001: Fr. 205'163'914.--;	2000: Fr. 51'930'227.80

#### 4. Cour de modération *Moderationshof*

26 affaires ont été inscrites au rôle en 2005, dont 4 en allemand (2004: 24; 2003: 24; 2002: 14; 2001: 19).

*2005 wurden 26 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 22 auf französisch (2004: 24; 2003: 24; 2002: 14; 2001: 19).*

#### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Verfahren</i>	13
Causes introduites en 2005 / <i>2005 eingereichte Verfahren</i>	26
Causes liquidées en 2005 / <i>2005 erledigte Verfahren</i>	31
Causes reportées de 2005 à 2006 / <i>Von 2005 auf 2006 übertragene Verfahren</i>	8
<b>Total</b>	<b>39 39</b>

Les 31 décisions rendues concernaient notamment :

*Die 31 gefällten Entscheide betrafen insbesondere:*

**Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens** (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

**Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen** (*Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / <i>Gutheissung</i>	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5
<b>Total</b>	<b>11</b>

**Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat** (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

**Art. 26 Abs. 3 und 28 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf** (*Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden*)

Demandes ou recours admis / <i>Klagen oder Beschwerden gutgeheissen</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1
Retiré / <i>Rückzug</i>	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1
<b>Total</b>	<b>6</b>

**Art. 31bis de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat** (contestations notaire - client).

**Art. 31bis des Gesetzes vom 20. September 1967 über das Notariat** (Streitigkeiten Notar – Klient)

Admis / Gutheissung	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1
Total	<hr/> 2

**Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / Gutheissung	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1
Retiré / Rückzug	2
Total	<hr/> 4

**Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen)

Admis / Gutheissung	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1
Rejeté / Abweisung	1
Total	<hr/> 3

## 5. Chambre des tutelles Vormundschaftskammer

10 affaires ont été inscrites au rôle en 2005, dont 4 en allemand (2004: 16; 2003: 10; 2002: 14; 2001: 11).

*2005 wurden 10 Angelegenheiten anhängig gemacht, davon 6 auf französisch (2004: 16; 2003: 10; 2002: 14; 2001: 11).*

La Chambre a rendu 10 décisions (2004: 16; 2003: 7; 2002: 16; 2001: 13).

*Die Vormundschaftskammer hat 10 Entscheide gefällt (2004: 16; 2003: 7; 2002: 16; 2001: 13).*

2 recours ont été admis; 2 l'ont été partiellement, 4 ont été rejetés et 2 ont été déclarés irrecevables.

*2 Beschwerden wurden gutgeheissen, 2 wurden teilweise gutgeheissen, 4 wurden abgewiesen und auf 2 wurde nicht eingetreten.*

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2005 dans tout le canton, ainsi que celui desdites mesures en vigueur à fin 2005.

*Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2005 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2005 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.*

Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2005 dans le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2005 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:

A. Majeurs / Mündige		1.1. – 31.12.2005		
		♀	♂	Total
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 369	12	22	34
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 370	3	5	8
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 371	1	2	3
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 372	44	46	90
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter die elterliche Sorge</i>	art. 385	12	12	24
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	20	19	39
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	16	18	34
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	7	11	18
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	141	134	275
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)</i>	art. 395	15	26	41
B. Mineurs / Unmündige				
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	30	29	59
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	144	138	282
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich)</i>	art. 309	8	0	8
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Aussereheliche-Beistandschaft mit Unterhaltsregelung</i>	art. 309/308	40	57	97
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	5	12	17
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	1	4	5
- retrait de l'autorité parentale <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	3	5	8
- les remises nouvellement ordonnées de comptes et de rapports <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i>	art. 318	55	53	108
- mesures pour la protection des biens de l'enfant <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	2	3	5
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	3	2	5
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	18	25	43
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	28	35	63
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce <i>Vertretung von Kindern in scheidungsverfahren</i>	art. 146/147	0	5	5
- autorité parentale conjointe art. 298a/titre final art. 7a al. 3 en liaison avec art. 134 al. 3 <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge durch die Vormundschaftsbehörden Art. 298a ZGB/Art. 7a SchIT i.V. mit Art. 134 Abs. 3</i>		25	26	51

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2005 dans tout le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2005 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:

A. Majeurs / Mündige		1.1. – 31.12.2005		
		♀	♂	Total
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 369	255	281	536
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 370	36	64	100
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 371	10	6	16
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 372	393	468	861
- dont placement sous autorité parentale davon <i>Unterstellung unter elterliche Sorge</i>	art. 385	82	102	184
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	36	30	66
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	79	94	173
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	41	35	76
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	796	681	1477
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/Kombinierte)</i>	art. 395	182	252	434

<b>B. Mineurs / Unmündige</b>				
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	119	114	233
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	484	517	1001
- curatelle/constatation de la paternité (uniquement) / <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft (ausschliesslich)</i>	art. 309	1	0	1
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien / <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	art. 309/308	54	59	113
- retrait du droit de garde des père et mère / <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	7	12	19
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle / <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	12	18	30
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	10	9	19
- Les remises existantes de comptes et de rapports / <i>Periodische Rechnungs- und Berichterstattung</i>	art. 318	242	187	429
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	3	2	5
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	7	3	10
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	79	103	182
- curatelle de représentation pour mineurs / <i>Vertretungsbeistandschaft für Unmündige</i>	art. 392	67	73	140
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146/147	2	8	10

## 6. Chambre du registre du commerce *Handelsregisterkammer*

Aucune affaire n'a été inscrite au rôle en 2005 (2004: 0; 2003: 1; 2002: 3; 2001: 3). La Chambre a rendu un arrêt (2004: 0; 2003: 2; 2002: 2; 2001: 2).

*2005 wurde keine Angelegenheit anhängig gemacht (2004: 0; 2003: 1; 2002: 3; 2001: 3). Die Handelsregisterkammer hat einen Entscheid gefällt (2004: 0; 2003: 2; 2002: 2; 2001: 2).*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Chambre n'est plus l'autorité de surveillance du registre du commerce. La surveillance est exercée par la Direction de l'économie et de l'emploi qui est aussi l'autorité de recours contre les décisions du préposé. Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre.

*Seit dem 1. Januar 2003 ist die Handelsregisterkammer nicht mehr Aufsichtsbehörde über das Handelsregister. Die Aufsicht wird von der Volkswirtschaftsdirektion ausgeübt; diese ist auch Beschwerdeinstanz gegen die Verfügungen des Registerführers. Die Entscheide der Direktion können an die Handelsregisterkammer weitergezogen werden.*

## 7. Cour d'appel pénal *Strafappellationshof*

En 2005, 107 recours ont été interjetés, dont 16 en allemand (2004: 88; 2003: 78; 2002: 65; 2001: 80). La Cour a rendu 91 arrêts (2004: 82; 2003: 76; 2002: 67; 2001: 64).

*2005 wurden 107 Berufungen eingereicht, davon 16 auf französisch (2004: 88; 2003: 78; 2002: 65; 2001: 80). Der Hof hat 91 Entscheide gefällt (2004: 82; 2003: 76; 2002: 67; 2001: 64).*

## Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Berufungen</i>	58	
Recours déposés en 2005 / <i>2005 eingereichte Berufungen</i>	91	107
Recours liquidés en 2005 / <i>2005 erledigte Berufungen</i>	74	
Recours reportés en 2006 / <i>auf 2006 übertragene Berufungen</i>		
<b>Total</b>	<b>165</b>	<b>165</b>

Les 91 recours liquidés ont reçu le sort suivant:

*Die 91 erledigten Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	7	
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	18	
Rejetés / <i>Abweisung</i>	46	
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	
Retiré / <i>Rückzug</i>	7	
Transmis à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	1	
<b>Total</b>	<b>91</b>	

Ces 91 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

*Diese 91 Berufungen richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:*

### • Tribunal pénal d'arrondissement / *Bezirksstrafgericht*

Sarine / <i>Saane</i>	16	
Singine / <i>Sense</i>	2	
Gruyère / <i>Greyerz</i>	17	
Lac / <i>See</i>	2	
Glâne / <i>Glane</i>	2	
Broye / <i>Broye</i>	3	
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	
<b>Total</b>	<b>44</b>	

### • Juge de police / *Polizeirichter*

Sarine / <i>Saane</i>	27	
Singine / <i>Sense</i>	1	
Gruyère / <i>Greyerz</i>	7	
Lac / <i>See</i>	3	
Glâne / <i>Glane</i>	5	
Broye / <i>Broye</i>	2	
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	
<b>Total</b>	<b>47</b>	

### • Juge pénal des mineurs / *Jugendstrafrichter*

0

### • Tribunal pénal économique / *Wirtschaftsstrafgericht*

0



La Cour a accueilli 10 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a rejeté 1, en a transmis 4 à l'instance compétente et en a déclaré 4 irrecevables; 2 requêtes ont été retirées.

*Der Strafappellationshof hat 10 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, 1 abgewiesen, 4 an die zuständige Behörde weitergeleitet, ist auf 4 Gesuche nicht eingetreten; 2 Gesuche wurden zurückgezogen.*

## 8. Chambre pénale Strafkammer

En 2005, 1379 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président, dont 134 en allemand (2004: 1479; 2003: 1099; 2002: 1017; 2001: 828). La Chambre s'est prononcée sur 862 cas (2004: 946; 2003: 709; 2002: 597; 2001: 454) qui se répartissent ainsi:

*2005 wurden 1379 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht, davon 1245 auf französisch (2004: 1479; 2003: 1099; 2002: 1017; 2001: 828). Die Kammer hat 862 Fälle erledigt (2004: 946; 2003: 709; 2002: 597; 2001: 454), die sich wie folgt verteilen:*

• Visa du maintien en détention préventive / <i>Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft</i>	615 <sup>1</sup>
• Recours contre décisions / <i>Beschwerden gegen Entscheide</i>	202
- du juge d'instruction / <i>des Untersuchungsrichters</i>	191
<i>dont / davon</i>	
○ mise en détention / <i>Untersuchungshaft</i>	23
○ refus de mise en liberté / <i>Verweigerung der Freilassung</i>	25
○ renvoi / renonciation à la poursuite / <i>Überweisung / Verzicht auf die Strafverfolgung</i>	113
- du tribunal pénal d'arrondissement / <i>des Bezirksstrafgerichts</i>	4
- du juge pénal des mineurs / <i>des Jugendstrafrichters</i>	1
- du préfet / <i>des Oberamtmannes</i>	5
- de la Cour d'appel pénal / <i>des Strafappellationshofes</i>	0
- du juge de police / <i>des Polizeirichters</i>	1
• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	6
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	32
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	5
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	2
	<b>862</b>

L'application de l'art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 17 affaires pour un montant total de 165'450 francs. Dans 7 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 10 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 1 s'est élevé à 69'537 francs.

*Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 17 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 165'450.-- geführt. In 7 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung von Absatz 1 und in 10 Fällen in Anwendung von Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung von Absatz 1 zugesprochene Entschädigung Fr. 69'537.--.*

<sup>1</sup> dont 20 en allemand / davon 20 auf deutsch

Hormis les arrêts relatifs à l'assistance judiciaire (336 en 2005, dont 54 rejets), le Président de la Chambre pénale a rendu 182 décisions, dont 3 portaient sur une question de for et 176 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2004: 185, dont 4 et 156; 2003: 101, dont 1 et 85). 171 mesures de surveillance ont été approuvées, 2 ont été rejetées et 3 ont été prolongées; elles tendaient à 270 mises sous surveillance, soit 59 branchements directs et 211 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern (2005: 336, davon 54 Abweisungen) hat der Präsident der Strafkammer über 182 Fälle entschieden, davon 3 Gerichtsstandsfragen und 176 Überwachungsmaßnahmen (2004: 185, davon 4 und 156; 2003: 101, davon 1 und 85). 171 Überwachungsmaßnahmen wurden genehmigt, 2 verweigert und 3 verlängert; von den 270 Überwachungshandlungen betrafen 59 Direktschaltungen und 211 rückwirkende Kontrollen.*

## 9.

### **Autres attributions du Tribunal cantonal Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts**

#### **Récusation / Ausstand**

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 6 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 1 cas
- d'un tribunal pénal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 3 cas
- d'un juge de police dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 9 cas
- d'un préfet et de son lieutenant dans 2 cas
- d'une justice de paix dans 1 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré.

*Das Kantonsgericht hat vom Ausstand*

- *eines Gerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 6 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *eines Strafgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 3 Fall*
- *eines Polizeirichters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 9 Fällen*
- *eines Oberamtmanns und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*
- *eines Friedensgericht in 1 Fall*

*Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen.*

#### **Divers / Verschiedenes**

En application des règles relatives à l'entraide judiciaire nationale ou internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 193 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

*In Anwendung der Regeln über die nationale oder internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 193 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.*

## 10. Recours au Tribunal fédéral *Beschwerden an das Bundesgericht*

	Admis <i>Gut-Heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegenstandslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	3	2	0	0	5
I <sup>e</sup> Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	0	1	6	2	0	0	9
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	0	4	7	0	0	11
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	2	0	1	2	0	0	5
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	0	0	0	0	0
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	4	0	8	4	0	0	16
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	1	1	4	4	0	0	10
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Straf- kammer</i>	0	0	0	1	0	0	1
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>26</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>57</b>

## 11. Assistance judiciaire *Unentgeltliche Rechtspflege*

### En matière civile / *in Zivilsachen*

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	255	25	57	2
Singine / Sense	58	3	26	6
Gruyère / Greyerz	148	23	15	0
Lac / See	48	2	15	12
Glâne / Glane	28	0	8	5
Broye / Broje	31	10	16	2
Veveyse / Vivisbach	27	6	1	2
<b>Total</b>	<b>595</b>	<b>69</b>	<b>138</b>	<b>29</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés /  
*Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von  
 Sicherheiten umfasst*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	51	2	15	1
Singine / Sense	10	0	4	7
Gruyère / Greyerz	4	0	0	0
Lac / See	9	2	2	0
Glâne / Glane	6	1	1	0
Broye / Broye	4	1	0	0
Veveyse / Vivisbach	12	0	2	1
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>6</b>	<b>24</b>	<b>9</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la  
 désignation d'un défenseur d'office  
*Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von  
 Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst*

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	2	0	3	0
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	3	1	0	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	1	0	0	0
Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftska mmer</i>	2	0	0	0
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés /  
*Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von  
 Sicherheiten umfasst*

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	1	0	0	0
II <sup>e</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	0	0	1	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	0	0	2	0
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

## **En matière pénale / in Strafsachen**

Le Président de la Chambre pénale a rendu 336 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2004: 322; 2003: 276; 2002: 268; 2001: 235). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 237 cas (2004: 231; 2003: 210; 2002: 184; 2001: 156), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 29 cas (2004: 35; 2003: 39; 2002: 21; 2001: 20).

*Der Präsident der Strafkammer hat 336 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2004: 322; 2003: 276; 2002: 268; 2001: 235). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 237 Fällen (2004: 231; 2003: 210; 2002: 184; 2001: 156) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 29 Fällen (2004: 35; 2003: 39; 2002: 21; 2001: 20) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.*

## **B. Ministère public Staatsanwaltschaft**

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 15 recours en appel pénal (2004: 12; 2003: 5; 2002: 7; 2001: 10). 2 recours ont été rejetés, 1 a été admis partiellement, 1 déclaré irrecevable et 3 ont été retirés. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 55 reprises sur des recours.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 15 Berufungen eingereicht (2004: 12; 2003: 5; 2002: 7; 2001: 10). 2 Berufungen wurden abgewiesen, 1 wurde teilweise gutgeheissen, 1 für unzulässig erklärt und 3 wurden zurückgezogen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 55 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

Le Ministère public a interjeté 6 recours auprès de la Chambre pénale (2003: 6; 2002: 15; 2001: 20; 2000: 8). 4 recours ont été admis et 2 l'ont été partiellement. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 113 reprises sur des affaires enregistrées.

*Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 6 Beschwerden eingereicht (2003: 6; 2002: 15; 2001: 20; 2000: 8). 4 Beschwerden wurden gutgeheissen, 2 wurden teilweise gutgeheissen und 2 wurden zurückgezogen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 113 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 300 reprises devant les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance. Ils ont également participé à 284 auditions d'instruction.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute sind in 300 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz aufgetreten. Sie haben auch an 284 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.*

# C. Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte

## 1. Affaires civiles / Zivilverfahren

### a) aa. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / Gefällte Entscheide	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2003/ davon bis 31.12.2003 eingereicht
Sarine / Saane	318 <sup>1)</sup>	281 <sup>2)</sup>	325 <sup>3)</sup>	68
Singine / Sense	98	96	70	10
Gruyère / Greyerz	96	130	94	19
Lac / See	60 <sup>4)</sup>	61 <sup>5)</sup>	51 <sup>6)</sup>	7
Glâne / Glane	45	54	32	3
Broye / Broye	62	55	74	12
Veveyse / Vivisbach	40	45	37	6
<b>Total</b>	<b>719</b>	<b>722</b>	<b>683</b>	<b>125</b>

En 2004	701	673	692
En 2003	647	672	691

- (1) dont 22 en allemand / davon 22 auf deutsch (2004: 13)  
 (2) dont 14 en allemand / davon 14 auf deutsch (2004: 17)  
 (3) dont 14 en allemand / davon 14 auf deutsch (2004: 12)  
 (4) dont 10 en français / davon 10 auf französisch (2004: 16)  
 (5) dont 9 en français / davon 9 auf französisch (2004: 18)  
 (6) dont 10 en français / davon 10 auf französisch (2004: 9)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>A. Code civil / Zivilgesetzbuch</b>								
1. Droit des personnes / Personenrecht	0	0	0	0	1	0	0	1
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	90	27	41	20	16	18	18	230
b) séparation de corps / Trennung	2	0	1	1	1	2	1	8
c) action en désaveu / Anfechtungsklage	7	8	2	3	1	1	2	24
d) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	9	2	1	1	1	0	1	15
e) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	25	16	27	6	15	2	7	98
f) divers / Verschiedenes	3	0	7	1	4	0	1	16
3. Droit des successions / Erbrecht	3	0	0	5	0	2	2	12
4. Droits réels / Sachenrecht	3	0	0	3	1	4	2	13

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>B. Code des obligations / <i>Obligationenrecht</i></b>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	81	27	14	12	8	16	6	164
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	9	0	4	1	0	0	1	15
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	3	0	0	3	0	0	0	6
<b>C. Autorité de recours / <i>Rechtsmittelinstanz</i></b>								
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	35	10	14	3	4	10	4	80
<b>D. Autres lois fédérales ou cantonales / <i>Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i></b>	11	6	19	2	2	0	0	40
<b>Total général / <i>Gesamttotal</i></b>	<b>281</b>	<b>96</b>	<b>130</b>	<b>61</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>45</b>	<b>722</b>

#### a) bb. Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2003 / davon bis 31.12.2003 <i>eingereicht</i>
Sarine / Saane	3468 <sup>1)</sup>	3620 <sup>2)</sup>	977 <sup>3)</sup>	416
Singine / Sense	920	899	307	6
Gruyère / Greizerz	1107	1529	263	18
Lac / See	822 <sup>4)</sup>	824 <sup>5)</sup>	137 <sup>6)</sup>	3
Glâne / Glane	638	612	82	0
Broye / Broye	672	911	178	9
Veveyse / Vivisbach	501	486	113	0
<b>Total</b>	<b>8128</b>	<b>8881</b>	<b>2057</b>	<b>452</b>

En 2004                      8027                      8141                      1957  
En 2003                      7290                      7395                      1726

- (1) dont 86 en allemand / *davon 86 auf deutsch* (2004: 64)  
(2) dont 65 en allemand / *davon 65 auf deutsch* (2004: 53)  
(3) dont 30 en allemand / *davon 30 auf deutsch* (2004: 23)  
(4) dont 221 en français / *davon 221 auf französisch* (2004: 214)  
(5) dont 211 en français / *davon 211 auf französisch* (2004: 216)  
(6) dont 37 en français / *davon 37 auf französisch* (2004: 30)

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Säane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Gläne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	212	67	105	61	27	54	36	562
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung</i>	10	0	5	1	3	2	1	22
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	73	5	23	1	4	9	11	126
4. Mesures protectrices de l'union conjugale (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen (Art. 172 ZGB)</i>	111	32	56	30	24	25	20	298
5. Affaires entrant dans la compétence présidentielle (art. 139 LOJ) / <i>Streitsachen in Zuständigkeit des Präsidenten (art. 139 GOG)</i>	136	48	80	52	17	43	31	407
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	204	41	82	30	42	88	40	527
7. Inscription provisoire d'hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Bauhandwerkerpfandrecht</i>	18	2	3	7	6	20	2	58
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	408	114	190	90	49	64	51	966
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	2220	526	850	507	372	471	278	5224
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1673	313	520	302	199	260	220	3487
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreuung im summarischen Verfahren</i>	5	0	1	0	0	1	0	7
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	33	1	0	1	3	0	0	38
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) Contestation de l'état de collocation/Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans	5	0	1	3	0	1	0	10
f) Ouverture de la faillite/Konkurrenzeröffnung	200	140	254	21	24	28	20	687
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	113	25	20	13	8	24	2	205
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	14	1	0	0	0	0	15
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	2	16	0	8	10	21	16	73
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	6	0	4	1	1	0	0	12
k) Clôture de faillite/Schluss des Konkursverfahrens	78	14	20	14	16	11	1	154
l) Séquestre/Arrest	10	0	4	2	3	2	0	21
m) Sursis concordataire/Nachlassstundung	4	2	0	0	2	0	0	8
n) Concordats homologués/Bestätigte Nachlassverträge	1	0	0	0	0	1	0	2
dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	1	0	0	0	0	1	0	2
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens-Abtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat/Widerruf des Nachlassvertrags	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/Verschiedenes	90	1	25	142	106	122	19	505
10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	2	0	1	1	1	2	1	8
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	70	18	26	7	9	51	7	188
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	40	16	28	4	3	16	1	108
13. Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	5	3	15	26	3	0	7	59
14. Exécution des jugements (art. 348ss CPC/ZPO)/ <i>Urteilsvollstreckung</i>	5	1	2	1	4	2	0	15
13. Divers / <i>Verschiedenes</i>	106	26	63	6	48	64	0	313
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>3620</b>	<b>899</b>	<b>1529</b>	<b>824</b>	<b>612</b>	<b>911</b>	<b>486</b>	<b>8881</b>



## b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 168 décisions (2004: 162; 2003: 206; 2002: 180; 2001: 163), dont 44 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 124 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

*Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 168 Entscheide gefällt (2004: 162; 2003: 206; 2002: 180; 2001: 163), davon 44 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (Art. 5 GOV) und 124 als erste Instanz (Art. 6 GOV).*

Arrondissements Bezirke	Autorité de recours (art. 5 LOT) Beschwerdeinstanz (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) Erste Instanz (Art. 6 GOV)	Total Total
Sarine / Saane	18	37	<b>55</b>
Singine / Sense	11	16	<b>27</b>
Gruyère / Greyerz	4	35	<b>39</b>
Lac / See	4	6	<b>10</b>
Glâne / Glane	3	13	<b>16</b>
Broye / Broye	2	11	<b>13</b>
Veveyse / Vivisbach	2	6	<b>8</b>
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>124</b>	<b>168</b>

## c) Juridiction des prud'hommes / Gewerbegerichtsbarkeit

### Présidents des Chambres des prud'hommes Präsidenten der Gewerbekammern

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 183 causes (2004: 183; 2003: 182; 2002: 137; 2001: 157) qui se répartissent ainsi :

*Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 183 Angelegenheiten eingereicht (2004: 183; 2003: 182; 2002: 137; 2001: 157), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Affaires inscrites au rôle Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours Hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	96	103	50
Singine / Sense	5	7	1
Gruyère / Greyerz	19	22	8
Lac / See	13	14	1
Glâne / Glane	14	12	2
Broye / Broye	25	23	2
Veveyse / Vivisbach	11	11	0
<b>Total</b>	<b>183</b>	<b>192</b>	<b>64</b>

### Chambres des prud'hommes / Gewerbekammern

Elles ont été saisies de 156 causes (2004: 173; 2003: 159; 2002: 126; 2001: 107) qui se répartissent ainsi :

*Es wurden 156 Angelegenheiten eingereicht (2004: 173; 2003: 159; 2002: 126; 2001: 107), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Affaires inscrites au rôle <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / Saane	79	90	72
Singine / Sense	6	6	1
Gruyère / Greyerz	31	35	21
Lac / See	14	16	3
Glâne / Glane	4	3	1
Broye / Broye	17	16	4
Veveyse / Vivisbach	5	4	3
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>170</b>	<b>105</b>

#### d) Juridiction des baux / *Mietgerichtsbarkeit*

##### Présidents des tribunaux des baux / *Mietgerichtspräsidenten*

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 333 causes (2004: 359; 2003: 330; 2002: 314; 2001: 282) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 333 Angelegenheiten eingereicht (2004: 359; 2003: 330; 2002: 314; 2001: 282), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Affaires inscrites au rôle <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / Saane	163	150	57
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	34	28	8
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	136	138	29
<b>Total</b>	<b>333</b>	<b>316</b>	<b>94</b>

##### Tribunaux des baux / *Mietgerichte*

Ils ont été saisis de 34 causes (2004: 53; 2003: 63; 2002: 94; 2001: 31) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 34 Angelegenheiten eingereicht (2004: 53; 2003: 63; 2002: 94; 2001: 31), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Affaires inscrites au rôle <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / Saane	15	42	14
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	10	6	8
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	9	8	10
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>56</b>	<b>32</b>



Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Starie	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glare	Broye Broye	Veveyse Vvisbach	Total
<b>1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)</b>	<b>29</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>59</b>
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
Assassinat / <i>Mord</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	1	0	0	1	0	0	1	3
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	1	0	3	0	0	3	0	7
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	16	2	4	1	1	1	0	25
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	1	2	0	0	0	0	1	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	7	1	4	0	3	1	0	16
<b>2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)</b>	<b>64</b>	<b>19</b>	<b>27</b>	<b>8</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>153</b>
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	7	2	0	0	1	1	0	11
Vol / <i>Diebstahl</i>	20	5	15	5	10	6	0	61
Brigandage / <i>Raub</i>	5	0	1	0	0	0	0	6
Escroquerie / <i>Betrug</i>	2	4	0	0	1	0	1	8
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	2	0	0	0	0	1	0	3
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel / <i>Hehlerei</i>	4	1	0	0	0	2	0	7
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	21	6	11	3	6	5	1	53
<b>3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>15</b>
<b>4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)</b>	<b>22</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>63</b>
Menaces / <i>Drohung</i>	8	1	6	1	1	2	1	20
Contrainte / <i>Nötigung</i>	3	1	1	0	1	0	0	6
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	9	6	5	2	6	5	0	33
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	0	0	1	0	1	4
<b>5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>28</b>
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	0	3	2	0	1	1	3	10
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	0	2	3	2	1	3	0	11
Divers / <i>Verschiedenes</i>	7	0	0	0	0	0	0	7

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Serse	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie</b> (Art. 213-220 CP / StGB)	2	0	2	0	0	1	0	5
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	2	0	1	0	0	1	0	4
Divers / Verschiedenes	0	0	1	0	0	0	0	1
<b>7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</b> (Art. 221-230 CP / StGB)	1	0	3	0	0	0	0	4
Incendie intentionnel / Brandstiftung	0	0	2	0	0	0	0	2
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
<b>8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht,</b> (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	1	0	1	0	0	2
<b>9. Faux dans les titres / Urkundenfälschung</b> (Art. 251-257 CP / StGB)	6	2	1	1	1	0	1	12
<b>10. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</b> (Art. 258-263 CP / StGB)	1	0	0	0	0	1	0	2
<b>11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</b> (Art. 285-295 CP / StGB)	14	1	2	5	2	1	0	25
<b>12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</b> (Art. 303-311 CP / StGB)	14	2	1	2	1	1	0	21
Induction de la justice en erreur / Irführung der Rechtspflege	1	2	0	0	0	0	0	3
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	10	0	0	0	1	1	0	12
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	3	0	1	2	0	0	0	6
<b>13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</b> (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>14. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG</b>	38	4	11	5	8	15	3	84
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	2	0	0	0	0	2	1	5
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	9	0	1	1	2	2	0	15
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	10	3	4	1	2	2	1	23
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	5	0	2	0	0	0	0	7
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	9	1	2	1	1	4	1	19
Divers / Verschiedenes	3	0	2	2	3	5	0	15
<b>15. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG</b>	69	5	8	4	9	4	2	101

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
16. Infractions à la LSEE / Verstösse gegen das ANAG	26	0	1	2	1	1	0	31
17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	37	6	10	5	3	5	0	66
<b>TOTAL</b>	<b>335</b>	<b>60</b>	<b>97</b>	<b>42</b>	<b>60</b>	<b>61</b>	<b>16</b>	<b>671</b>

## Juges de police / Polizeirichter

**Nombre de personnes renvoyées : 1129** (2004: 1005; 2003: 909; 2002: 850; 2001: 829).

**Anzahl der überwiesenen Personen : 1129** (2004: 1005; 2003: 909; 2002: 850; 2001: 829).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	567 <sup>(1)</sup>	234	137	196
Singine / Sense	64	21	8	35
Gruyère / Greyerz	167	77	40	52
Lac / See	99 <sup>(2)</sup>	42	18	38
Glâne / Glane	53	15	9	29
Broye / Broye	129	54	23	68
Veveyse / Vivisbach	50	29	8	13
<b>Total</b>	<b>1129</b>	<b>472</b>	<b>243</b>	<b>431</b>

(1) 74 procédures ont été conduites en allemand /  
74 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2004: 42).

(2) 43 procédures ont été conduites en français /  
43 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2004: 32).

Les Juges de police ont condamné 170 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 369 amendes. 142 peines ont été assorties du sursis. 243 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter verurteilten 170 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 369 Bussen. In 142 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 243 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB</b>	<b>72</b>	<b>8</b>	<b>40</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>27</b>	<b>12</b>	<b>178</b>
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körpverletzungen	19	2	4	3	4	7	2	41
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	10	1	7	4	0	5	2	29
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	13	0	7	0	0	2	0	22
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	0	0	0	0	0	0	0	0
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	3	0	0	0	1	2	0	6
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	0	0	0	0	0	0	0	0
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	1	1	8	0	0	1	1	12
Divers / Verschiedenes	26	4	14	3	4	10	7	68

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>32</b>
(Art. 8 LACP / EGStGB)	16	0	5	1	1	1	2	26
Divers / Verschiedenes	2	0	0	1	2	1	0	6

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions / Strafbare Handlungen</b>	<b>184</b>	<b>22</b>	<b>88</b>	<b>38</b>	<b>10</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>433</b>
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	2	0	0	0	0	0	0	2
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	1	0	0	2	0	3
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	14	0	9	1	0	8	4	36
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	2	0	0	2	0	0	0	4
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	1	1
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	1	0	0	0	0	1	2
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	12	0	3	0	0	0	1	16
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	6	0	0	0	0	0	0	6
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	1	0	3	0	4
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	120	20	61	32	6	39	28	306
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	10	0	5	0	0	2	0	17
Divers / Verschiedenes	18	1	9	2	4	1	1	36
<b>TOTAL</b>	<b>274</b>	<b>30</b>	<b>133</b>	<b>50</b>	<b>22</b>	<b>84</b>	<b>50</b>	<b>643</b>

## Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

**Nombre de personnes jugées:** 6 (2004: 3; 2003: 6; 2002: 4; 2001: 0). Le Tribunal a condamné 2 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement). 4 personnes ont été acquittées.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 6 (2004: 3; 2003: 6; 2002: 4; 2001: 0). Das Gericht hat 2 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt. 4 Personen wurden freigesprochen.

## Récapitulation / Zusammenfassung

En 2005, 1364 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2004: 1239; 2003: 1099; 2002: 1056; 2001: 998).

2004 wurden 1364 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2004: 1239; 2003: 1099; 2002: 1056; 2001: 998).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / Saane	112	567		<b>679</b>
Singine / Sense	23	64		<b>87</b>
Gruyère / Greyerz	29	167		<b>196</b>
Lac / See	18	99		<b>117</b>
Glâne / Glane	22	53		<b>75</b>
Broye / Broye	17	129		<b>146</b>
Veveyse / Vivisbach	8	50		<b>58</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			6	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>229</b>	<b>1129</b>	<b>6</b>	<b>1364</b>

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	25	243	4	<b>272</b>
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	199	159	2	<b>360</b>
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	41	369	0	<b>410</b>
dont assorties du sursis / davon unter <i>Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	99	142	2	<b>243</b>

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /  
Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs**

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / Saane	30	27		<b>57</b>
Singine / Sense	1	3		<b>4</b>
Gruyère / Greyerz	11	8		<b>19</b>
Lac / See	7	3		<b>10</b>
Glâne / Glane	7	2		<b>9</b>
Broye / Broye	2	6		<b>8</b>
Veveyse / Vivisbach	2	0		<b>2</b>



Tribunal pénal  
économique /  
*Wirtschaftsstraf-  
gericht*

0 0

**Total 60 49 0 109**

**Détention préventive / Untersuchungshaft**

	Saône Saône	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	44	2	9	2	7	5	0	0	69
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	17275	348	716	197	600	710	44	0	19890

**D.**  
**Juges d'instruction**  
***Untersuchungsrichter***

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i></b>	<b>15'785</b>	<b>3'111</b>	<b>18'896*</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	9'000	1'581	10'581
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6'785	1'530	8'315
<b>Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i></b>	<b>393</b>	<b>56</b>	<b>449</b>
<b>Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i></b>	<b>5'824</b>	<b>1'227</b>	<b>7'051</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	262	49	311
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	5'562	1'178	6'740
<b>Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i></b>	<b>470</b>	<b>84</b>	<b>554</b>
<b>Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i></b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

\* 2004 : 17'823

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Renvois / Überweisungen</b>	299	36	<b>335</b>
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	120	9	129
• Sarine / <i>Saane</i> 67			
• Singine / <i>Sense</i> 5			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 23			
• Lac / <i>See</i> 8			
• Glâne / <i>Glane</i> 1			
• Broye / <i>Broye</i> 19			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 6			
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	178	27	205
• Sarine / <i>Saane</i> 109			
• Singine / <i>Sense</i> 15			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 29			
• Lac / <i>See</i> 15			
• Glâne / <i>Glane</i> 14			
• Broye / <i>Broye</i> 12			
• Veveyse / <i>Vivisbach</i> 11			
- au Tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	1	0	1
<b>Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / Abtretungen, inkl. an Oberämtern</b>	<b>839</b>	<b>161</b>	<b>1000</b>
<b>Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>9'324</b>	<b>1'302</b>	<b>10'626*</b>
- définitives / <i>endgültige</i>	6'303	1'083	7'386
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	429	63	492
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	2'592	156	2'748

\* 2004 : 9'701

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren</b>	<b>81</b>	<b>31</b>	<b>112</b>
- nationales / <i>nationale</i>	32	26	58
- internationales / <i>internationale</i>	49	5	54
<b>Nombre de personnes en détention préventive Anzahl der Untersuchungshäftlinge</b>	<b>288</b>	<b>38</b>	<b>326</b>
<b>Nombre de jours de détention Anzahl Tage in Untersuchungshaft</b>	<b>19'024</b>	<b>1'748</b>	<b>20'772</b>
<b>Affaires en cours Hängige Angelegenheiten</b>	<b>2'427</b>	<b>448</b>	<b>2'875*</b>

\* 2004 : 2'541

# E.

## Justices de Paix Friedensgerichte

### 1. Activité judiciaire / Richterliche Tätigkeit

#### a) du Juge de paix / des Friedensrichters

	2004	2005
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG)    ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué / <i>gescheitert</i>	30 38	38 51
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1532	1627
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	443	409
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	89	55
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	238	223

#### b) de la Justice de paix / des Friedensgerichts

- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	0	1
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	22	16
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	25	28
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	119	76

### 2. Activité tutélaire de la Justice de paix / Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgliche Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	<b>298</b>	<b>361</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	27	16
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	264	342
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>	6	2
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>	1	1

- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEG)	107	127
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	82	95
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	25	32
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend</i> <i>Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und</i> <i>betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / <i>und</i> 139 LACC / EGZGB)	107	108
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	30	34
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	318	330
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	210	183
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	73	74
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und</i> <i>Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte</i> <i>und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	4028	4037
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	27	16
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	18	9
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen</i> <i>zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	1	1
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr</i> <i>Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	114	150
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	239	283
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	78	82

- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	46	43
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	25	23

## F. Chambre pénale des mineurs *Jugendstrafkammer*

### 1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2005, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 2139 affaires au rôle (1948 en 2004) concernant 1388 enfants ou adolescents (1244 en 2004).

*2005 wurden bei der Jugendstrafkammer 2139 Angelegenheiten anhängig gemacht (2004: 1948), welche 1388 Kinder und Jugendliche betrafen (2004: 1244).*

<b>Répartition par âge et par sexe /</b> <b><i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i></b>	2004	2005
Enfants (7-15 ans révolus) / <i>Kinder (7-15 Jahre)</i>	400	505
Adolescents (16-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (16-18 Jahre)</i>	1548	1634
Filles/ <i>Mädchen</i>	314	383
Garçons / <i>Knaben</i>	1634	1756
<b>Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i></b>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 21,2 % (22,4 % en 2004) / <i>d.h 21,2 % (2004 : 22,4 %)</i>	436	454
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 78.8 % (77,6 % en 2004 / <i>d.h.78,8 % (2004 : 77,6 %)</i>	1512	1685
<b>Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i></b>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	376	395
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	334	486
Singine / <i>Sense</i>	128	213
Gruyère / <i>Greyerz</i>	278	241
Lac / <i>See</i>	262	198
Broye / <i>Broye</i>	175	181
Glâne / <i>Glane</i>	104	134
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	91	64
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	184	185
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	16	42
<b>Total</b>	<b>1948</b>	<b>2139</b>

**2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen**      **443**      **615**

**3. Mesures provisoires / Provisorische Massnahmen**

Mise en détention préventive / <i>Untersuchungshaft</i>	29	33
Observation / <i>Beobachtung</i>	11	13
Garde provisoire / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	29	37

**4. Enquêtes / Strafuntersuchungen**

Les enquêtes en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2838 (2564 en 2004), ont connu le sort suivant:

*Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2005 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2838 (2004: 2564), nahmen folgenden Ausgang:*

	2004	2005
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	41	35
Classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	46	33
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	84	140
Non-lieu rendu à la suite d'une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	--	28
Non-lieu rendu suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	320	315
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	153	132
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	815	885
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer</i>	406	571
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	699	699
<b>Total</b>	<b>2564</b>	<b>2838</b>

**5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.11.2004 au 31.12.2005)**

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 77, concernant 128 mineurs

Processus ayant conduit à un accord de médiation: 40, concernant 65 mineurs

Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 9, concernant 15 mineurs

Processus en cours au 31 décembre 2005: 28, concernant 48 mineurs

**An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.11.2004 bis 31.12.2005)**

*Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 77; davon betroffen: 128 Minderjährige*

*Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 40; davon betroffen: 65 Minderjährige*

*Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 9; davon betroffen: 15 Minderjährige*

*Per 31. Dezember 2005 hängige Verfahren: 28; davon betroffen: 48 Minderjährige*

**6. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer**

La Chambre s'est réunie à 14 reprises en 2005 (11 en 2004) et 22 mineurs (19 en 2004) ont été jugés.

*Die Kammer hat 2005 14 mal getagt (2004: 11) und dabei 22 Minderjährige abgeurteilt (2004: 19).*

## 7. Infractions / Strafbare Handlungen

### a) Code pénal / Strafgesetzbuch

	2004	2005
<b>contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben</b>		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	1	--
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	--	1
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	9	24
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	--	--
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	2	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	7	17
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	--	1
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	3
Rixe / <i>Raufhandel</i>	2	9
Agression / <i>Angriff</i>	2	10
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheits- gefährdender Stoffe</i>	1	--
<b>contre le patrimoine / gegen das Vermögen</b>		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	2	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	7	2
Vol (simple: 78; en bande: 3; par métier: 5; au préjudice des proches: 1) / <i>Diebstahl (einfacher: 78; bandenmässiger: 3; gewerbsmässiger: 5; zum Nachteil eines Angehörigen: 1)</i>	67	87
Tentative de vol (simple: 18; en bande: --, par métier: --) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 18; bandenmässiger: -- gewerbsmässiger: --)</i>	9	18
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	4	8
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	21	27
Brigandage (avec arme: 1; en bande : --) / <i>Raub (bewaffneter: 1; bandenmässiger:--)</i>	1	5
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	50	85
Escroquerie / <i>Betrug</i>	2	--
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	--	2
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	1	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	--	--
Extorsion / <i>Erpressung</i>	1	4
Recel / <i>Hehlerei</i>	23	18
<b>contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b>		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	2	--
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	1
Injure / <i>Beschimpfung</i>	9	19
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	1	2
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimereichs</i>	--	1
<b>contre la liberté / gegen die Freiheit</b>		
Menaces / <i>Drohung</i>	13	15
Contrainte / <i>Nötigung</i>	2	2
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	--
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	29	59
<b>contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität</b>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	6	7
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable		

de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	1	3
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	--	5
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	1
Pornographie / <i>Pornographie</i>	--	4
Désagrément causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	3	4
Inceste / <i>Inzest</i>	1	--

#### **créant un danger collectif /**

##### ***Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen***

Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	5	5
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	8	16
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	--	2
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht. Fahrlässige Gefährdung</i>	1	--

#### **Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / *Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht***

	2004	2005
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	1	1
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	--	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	--	1

#### **Faux dans les titres / *Urkundenfälschung***

Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	4	--
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	4	1

#### **contre les communications et la paix publiques / *gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden***

Entraîne à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	1
Entraîne aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	4	1
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	6	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	--
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	--	3

#### **contre l'autorité publique / *gegen die öffentliche Gewalt***

Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	9	7
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	4	11
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	12	17
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	1	--

#### **contre l'administration de la justice / *gegen die Rechtspflege***

Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	1	2
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	1	6
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--



<b>b) Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze</b>	2004	2005
• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	278	305
Crimes et délits: 24; Contraventions: 248; Cas bénins: 33 / <i>Verbrechen und Vergehen: 24; Übertretungen: 248; Leichter Fall: 33</i>		
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	46	55
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	102	128
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	16	22
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	56	35
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	189	302
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	5	10
• sur les armes / <i>Waffen</i>	6	21
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	193	163
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	16	9
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	4	4
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	1
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	--	1
• sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	1	1
• sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	1	--

### c) Lois cantonales / *kantonale Gesetze*

	2004	2005
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	17	19
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	2	1
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	32	57
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	10	--
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	--	2
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	--	--

## 8. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre / *Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide*

### I. Jugements / *Urteile*

	2004	2005
<b>Mesures éducatives / <i>Erziehungsmassnahmen</i></b>		
Assistance éducative / <i>Erziehungshilfe</i>	11	20
Maintien de l'assistance éducative / <i>Beibehaltung der Erziehungshilfe</i>	2	4
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Renvoi dans une maison d'éducation / <i>Einweisung in ein Erziehungsheim</i>	7	8
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in ein Erziehungsheim</i>	4	1
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	--
Traitement spécial / <i>Besondere Behandlung</i>	1	3
Patronage / <i>Schutzaufsicht</i>	17	21
<b>Peines / <i>Strafen</i></b>		
Réprimande / <i>Verweis</i>	17	22
Astreinte à un travail / <i>Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung</i>	54	85

Amende avec sursis / <i>Busse mit bedingtem Vollzug</i>	6	18
Amende sans sursis / <i>Busse mit unbedingtem Vollzug</i>	16	28
Détention avec sursis / <i>Einschliessung mit bedingtem Vollzug</i>	28	30
Détention sans sursis / <i>Einschliessung mit unbedingtem Vollzug</i>	22	29
Cours d'éducation routière / <i>Verkehrserziehungskurs</i>	--	--

<b>Renonciation à toute peine ou mesure / Absehen von jeder Massnahme oder Strafe</b>	14	30
---	----	----

<b>Ajournement des sanctions / Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme</b>	1	--
---	---	----

<b>Acquittement / Freispruch</b>	25	55
----------------------------------	----	----

<b>Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide</b>	2004	2005
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	35	33
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	--	1
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	1	5
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	6	4
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	--	1
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	4	8
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	--	1
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	26	13
Fin de patronage / <i>Beendigung der Schutzaufsicht</i>	7	16
Conversion d'amende en détention / <i>Umwandlung der Busse in Haft</i>	12	46

## II. Ordonnances pénales / *Strafbefehle*

• infligeant une réprimande / <i>Verhängung eines Verweises</i>	261	297
• infligeant une amende / <i>Verhängung einer Busse</i>	324	274
• astreignant à un travail / <i>Verhängung einer Arbeitsleistung</i>	86	140
• astreignant à un cours d'éducation routière / <i>Verhängung eines Verkehrserziehungskurses</i>	16	17
• Renonciation à toute peine / <i>Absehen von jeder Strafe</i>	49	60

## III. Cours d'éducation routière / *Verkehrserziehungskurse*

Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	44	74
--	----	----

# G. Préfectures / Oberämter

## Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Saïme Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveysse Vvisbach	Total
<b>Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen</b>								
<b>1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche</b>	<b>469</b>	<b>53</b>	<b>122</b>	<b>58</b>	<b>64</b>	<b>77</b>	<b>26</b>	<b>869</b>
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	306	24	58	23	28	39	13	491
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	153	19	44	35	28	32	11	322
en suspens / <i>hängig</i>	10	10	20	0	8	6	2	56
<b>2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt</b>	<b>199</b>	<b>63</b>	<b>120</b>	<b>45</b>	<b>9</b>	<b>27</b>	<b>50</b>	<b>513</b>
<b>3. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>8750</b>	<b>887</b>	<b>1573</b>	<b>953</b>	<b>401</b>	<b>885</b>	<b>352</b>	<b>13801</b>
définitive / <i>endgültige</i>	8576	864	1533	918	361	851	338	13441
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt</i>	174	23	40	35	40	34	14	360
<b>TOTAL</b>	<b>9418</b>	<b>1003</b>	<b>1815</b>	<b>1056</b>	<b>474</b>	<b>989</b>	<b>428</b>	<b>15183</b>

### Notices explicatives concernant le tableau

#### 1. Première rubrique : tentatives de conciliation

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

#### 2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

#### 3. Troisième rubrique: ordonnances pénales

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

## **Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle**

### **1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche**

Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.

### **2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen**

Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgbar Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.

### **3. Dritte Spalte: Strafbefehle**

Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstößen gegen das Strassenverkehrs-gesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).

Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).

## **REGLEMENTS, CIRCULAIRES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS/**

## **REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN, RICHTLINIEN UND EMPFEHLUNGEN**

---

Règlement du Tribunal cantonal du 11 novembre 2005 sur l'organisation du Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère	page 122
Demandes d'indemnité – Avis sur suite de frais	page 124
<i>Entschädigungsgesuche – Hinweis auf die Kostenfolge</i>	Seite 125
Expulsion - séparation de la procédure au fond et de la procédure d'exécution	page 126
<i>Ausweisung – Trennung des Ausweisungsurteils und des Vollstreckungsentscheids</i>	Seite 127
Paiement de la dette à l'office des poursuites par un débiteur cité à l'audience de faillite	page 128
<i>Bezahlung der Forderung und der Gerichtskosten</i>	Seite 129

## Règlement du Tribunal Cantonal du 11 novembre 2005 sur l'organisation du Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

---

*Le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg*

Vu l'article 4 al. 3 et 92 de la loi d'organisation judiciaire du 22 novembre 1949,

Arrête :

### **Art. 1 Tribunal plénier**

<sup>1</sup> Le tribunal plénier, composé de l'ensemble des président(e)s du tribunal d'arrondissement, traite les questions d'organisation et d'administration du tribunal. Il veille au fonctionnement optimal du tribunal et met en place un contrôle de qualité.

<sup>2</sup> Le tribunal plénier a notamment les attributions suivantes :

- il désigne son/sa président/e
- il fixe le mode de répartition des dossiers entre les présidents
- il fait des propositions quant à l'engagement des collaborateurs du greffe
- il approuve les justificatifs des comptes et le projet de budget établi par le/la greffier/ère-chef/fe
- il adopte les rapports et déterminations de son ressort, à l'intention de l'autorité de surveillance notamment
- il traite les affaires administratives importantes.

<sup>3</sup> Le/la président/e du tribunal plénier a voix prépondérante en cas d'égalité de voix.

<sup>4</sup> Chaque président/e exerçant sa fonction à temps partiel dispose d'une voix.

### **Art. 2 Séances**

<sup>1</sup> Le tribunal plénier siège chaque fois qu'un/e président/e le demande, mais au moins deux fois par an.

<sup>2</sup> La convocation aux séances se fait en règle générale par courriel personnel mentionnant tous les objets à l'ordre du jour.

### **Art. 3 Huis clos**

<sup>1</sup> Le tribunal plénier siège et délibère à huis clos.

<sup>2</sup> Les discussions et délibérations sont tenues secrètes.

### **Art. 4 Procès-verbaux**

<sup>1</sup> Les procès-verbaux des séances du tribunal plénier sont soumis aux présidents avant la séance suivante pour être approuvés, le cas échéant après modification.

<sup>2</sup> Ils sont conservés par le/la greffier/ère-chef/fe et sont accessibles en tout temps aux présidents du tribunal.

### **Art. 5 Présidence**

<sup>1</sup> Le/la président/e du tribunal plénier a la direction générale du tribunal. Il/elle le représente, agit et signe en son nom.

<sup>2</sup> Il/elle prend connaissance des communications adressées au tribunal et les transmet aux présidents concernés.

<sup>3</sup> Il/elle expédie, avec le/la greffier/ère-chef/fe, les affaires administratives courantes.

### **Art. 6 Greffier/ère-chef/fe**

<sup>1</sup> Sous réserve de l'article 97 LOJ, le/la greffier/ère-chef/fe du tribunal a la direction et la surveillance du greffe. Il/elle a l'administration du tribunal en matière de personnel, d'organisation, d'administration, de finances, d'informatique et de relations publiques.

<sup>2</sup> Le/la greffier/ère-chef/fe veille à l'exécution des décisions du tribunal plénier et du/de la président/e de celui-ci.

<sup>3</sup> Il/elle tient les procès-verbaux des séances du tribunal plénier.

<sup>4</sup> Il/elle représente le tribunal en collaboration avec le/la président/e du tribunal plénier.

#### **Art. 7 Dispositions d'application**

<sup>1</sup> Le tribunal plénier adopte les dispositions d'application nécessaires du présent règlement.

<sup>2</sup> Celles-ci sont soumises à l'approbation du Tribunal cantonal.

#### **Art. 8 Dispositions finales**

<sup>1</sup> Ce règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2006.

<sup>2</sup> Il est communiqué au Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère et il est publié sur le site internet du Tribunal cantonal.

*Chambre pénale 5 janvier 2005*

*Circulaire aux juges d'instruction et aux présidents de tribunal*

## **Demandes d'indemnité – Avis sur suite de frais**

---

A teneur de l'art. 242 al. 3 CPP, l'autorité qui prononce une mise en liberté, un non-lieu ou un acquittement rappelle au prévenu qui n'est pas pourvu d'un défenseur les règles des articles 242 à 244 CPP.

La Chambre pénale a constaté que le rappel des art. 242 à 244 CPP incite souvent des prévenus à lui adresser des demandes d'indemnité dépourvues de chances de succès ou non motivées, la Chambre devant dans ces cas mettre les frais de procédure à la charge du demandeur.

Dès lors, nous vous prions de bien vouloir dorénavant compléter le rappel au sens de l'art. 242 al. 3 CPP par la phrase suivante :

"Lorsqu'une demande d'indemnité est retirée, déclarée irrecevable ou rejetée, les frais sont, en principe, supportés par le demandeur. En cas d'admission partielle, la Chambre pénale statue selon sa libre appréciation (art. 231 al. 2 CPP)."

*Strafkammer 5. Januar 2005*

*Rundschreiben an die Untersuchungsrichter und Gerichtspräsidenten*

## **Entschädigungsgesuche – Hinweis auf die Kostenfolge**

---

Laut Art. 242 Abs. 3 StPO weist bei einer Freilassung, einer Einstellung oder einem Freispruch die Behörde den Beschuldigten, der keinen Verteidiger hat, auf die Bestimmungen der Art. 242-244 StPO hin.

Die Strafkammer hat festgestellt, dass der Hinweis auf die Bestimmungen der Art. 242-244 StPO Beschuldigte oftmals dazu verleitet, aussichtslose oder nicht begründete Entschädigungsgesuche an die Strafkammer zu richten, wobei die Kosten in diesen Fällen dem Gesuchsteller auferlegt werden müssen.

Wir ersuchen Sie deshalb, inskünftig Ihren Hinweis gemäss Art. 242 Abs. 3 StPO durch folgenden Satz zu ergänzen:

"Wird ein Entschädigungsgesuch zurückgezogen, wird nicht darauf eingetreten oder wird es abgewiesen, so trägt in der Regel der Gesuchsteller die Verfahrenskosten. Wird das Gesuch teilweise gutgeheissen, so entscheidet die Strafkammer nach freiem Ermessen (Art. 231 Abs. 2 StPO)."

*Ile Cour d'appel 21 février 2005*

*Lettre-circulaire aux Présidents des tribunaux des baux d'arrondissement*

## **Expulsion - séparation de la procédure au fond et de la procédure d'exécution**

---

De récentes affaires soumises à la Cour ont révélé que le jugement d'expulsion contenait déjà la sommation d'évacuer l'immeuble, prévue à l'art. 358 al. 1 CPC. Or, celle-ci relève du juge de l'exécution et non du juge saisi de la cause au fond. Le jugement d'expulsion et la décision d'exécution doivent être rendus successivement, dans deux procédures séparées (cf. F. Hohl, L'expulsion de locataires de baux d'habitations et de locaux commerciaux *in* RFJ 1997 p. 43, 47; Tribunal cantonal *in* RFJ 2005 p. 39).

*II. Appellationshof 21. Februar 2005*

*Kreisschreiben an die Präsidenten der Mietgerichte*

## **Ausweisung – Trennung des Ausweisungsurteils und des Vollstreckungsentscheids**

---

In der letzten Zeit hat der II. Appellationshof festgestellt, dass einige Ausweisungsurteile bereits die Aufforderung zur Grundstücksräumung beinhalten (Art. 358 Abs. 1 ZPO). Diese fällt jedoch in die Zuständigkeit des Vollstreckungsrichters, und nicht in jene des Sachrichters, der mit dem materiellen Bestand des geltend gemachten Anspruchs befasst ist. Das Ausweisungsurteil und der Vollstreckungsentscheid sind nacheinander, in getrennten Verfahren zu fällen (vgl. F. Hohl, L'expulsion de locataires de baux d'habitations et de locaux commerciaux *in* FZR 1997 S. 43, 47; Kantonsgericht *in* FZR 2005 S. 39).



## **Paiement de la dette à l'office des poursuites par un débiteur cité à l'audience de faillite**

---

Nous avons constaté, dans des affaires récentes, que le débiteur cité à l'audience de faillite venait régler sa dette auprès de l'office des poursuites et que, à cette occasion, il omettait de payer les frais de greffe. Or, ces derniers frais font partie de la dette au sens de l'art. 172 LP et doivent également être acquittés afin d'éviter l'ouverture de la faillite pour non-paiement des frais de greffe.

Nous vous suggérons dès lors d'attirer l'attention du débiteur sur son devoir de payer au surplus ces frais de greffe. Nous vous transmettons à cet effet un modèle d' "avis au débiteur" que vous pourrez soumettre au débiteur qui viendrait régler sa dette à l'office des poursuites. Nous vous invitons également à introduire cet avis sur le site internet.

## *II. Appellationshof 3. Mai 2005* *Kreisschreiben an die Betreibungsämter des Kantons*

### **Bezahlung der Forderung und der Gerichtskosten**

---

Es kommt vor, dass der zur Konkursverhandlung vorgeladene Schuldner die Forderung dem Betreibungsamt bezahlt und er dabei die Gerichtskosten vergisst. Diese gehören jedoch auch zu den Kosten gemäss Art. 172 SchKG und müssen beglichen werden, ansonsten der Konkurs wegen Nichtbezahlens der Gerichtskosten zu eröffnen ist.

Wir schlagen Ihnen vor, den Schuldner darauf aufmerksam zu machen, namentlich indem Sie ihm die beiliegende "Mitteilung an den Schuldner" aushändigen, wenn er die Forderung beim Betreibungsamt bezahlen möchte. Wir bitten Sie auch, diese Mitteilung auf Ihrer Website zu veröffentlichen.

*Tribunal cantonal 21 décembre 2005*

*Lettre-circulaire aux Présidents des tribunaux pénaux d'arrondissement et à la Présidente et aux Présidents de la Chambre pénale des mineurs*

## **Notification des jugements pénaux**

---

Lors d'une rencontre avec l'Ordre des avocats fribourgeois, le Tribunal cantonal a appris que les jugements pénaux étaient régulièrement envoyés au Ministère public après l'avoir été aux autres parties.

Le principe d'égalité commande que, en tout cas dans les causes où le Ministère public a pris part aux débats, la notification à celui-ci intervienne en même temps qu'aux autres parties.

Nous invitons dès lors les présidents concernés à veiller à ce que leur greffe adapte désormais leur pratique en la matière.

*Kantonsgericht 21. Dezember 2005*

*Kreisschreiben an die Präsidenten der Bezirksstrafgerichte und die Präsidentin und die Präsidenten der Jugendstrafkammer*

## **Zustellung der Strafurteile**

---

Anlässlich eines Treffens mit dem Freiburger Anwaltsverband hat das Kantonsgericht erfahren, dass die Strafurteile der Staatsanwaltschaft regelmässig erst zugestellt werden, nachdem sie den übrigen Parteien bereits eröffnet worden sind.

Der Grundsatz der Rechtsgleichheit gebietet, Urteile der Staatsanwaltschaft und den übrigen Parteien zumindest dann gleichzeitig zuzustellen, wenn erstere an der Hauptverhandlung teilgenommen hat.

Wir ersuchen deshalb die betroffenen Gerichtspräsidenten, darauf zu achten, dass ihre Gerichtsschreibereien ihre Praxis in dieser Hinsicht anpassen.